



16 décembre 2019

Bulletin de la prévoyance professionnelle n° 151

Indications

1013 Stéphane Rossini, nouveau directeur de l'OFAS.....	2
1014 Le taux d'intérêt minimal reste à 1 %	2
1015 Adaptation des rentes de survivants et d'invalidité LPP à l'évolution des prix au 1 ^{er} janvier 2020.....	2
1016 Montants-limites inchangés en 2020	3
1017 Fonds de garantie LPP : taux de cotisation pour 2020	3
1018 Plus de flexibilité pour les fondations de placement	3
1019 Message sur la modernisation de la surveillance dans le 1 ^{er} pilier et optimisation dans le 2 ^e pilier.....	16
1020 Révision du droit de la prescription : nouvelle formulation de l'art. 52, al. 2, LPP dès le 1 ^{er} janvier 2020.....	16
1021 Entrée en vigueur de la loi sur les établissements financiers et de la loi sur les services financiers : conséquences pour les institutions de prévoyance.....	16
1022 Entrée en vigueur des mesures de garantie de l'avoir de prévoyance en cas de négligence de l'obligation d'entretien	18
1023 Le Conseil fédéral adopte le message relatif à la stabilisation de l'AVS (AVS 21)	18
1024 Le Conseil fédéral ouvre la procédure de consultation sur la réforme de la prévoyance professionnelle	18
1025 Consultation sur l'actualisation de 3 ordonnances sur la prévoyance professionnelle.....	18

Jurisprudence

1026 Partage de la prévoyance : le dépôt de la demande de divorce comme date déterminante pour la procédure de divorce en cours	19
1027 Conditions d'exemption de l'obligation de s'assurer pour les salariés qui exercent leur activité professionnelle principale à l'étranger	19

Annexes

• Nouvelle tablelle valable à partir du 1.1.2020 pour le calcul du montant maximal du 3 ^e pilier a (selon les art. 60a al. 2, OPP 2 et 7, al. 1, let. a, OPP 3) en fonction de l'année de naissance.	21
• Chiffres repères 2020 dans la prévoyance professionnelle.....	21
• Chiffres repères 1985-2020 dans la prévoyance professionnelle	21
• Tableaux 2020 de l'avoir de vieillesse LPP	21
• Taux d'adaptation des rentes de risque de la PP obligatoire, en %	21

Indications

1013 Stéphane Rossini, nouveau directeur de l'OFAS

Lors de sa séance du 3 juillet 2019, le Conseil fédéral a nommé Stéphane Rossini au poste de directeur de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS). Il est entré en fonction le 1^{er} décembre 2019 et succède à Jürg Brechbühl.

Lien internet pour le communiqué de presse du 3 juillet 2019 :

<https://www.bsv.admin.ch/bsv/fr/home/publications-et-services/medieninformationen/nsb-anzeigeseite-unter-aktuell.msg-id-75704.html>

1014 Le taux d'intérêt minimal reste à 1 %

Lors de sa séance du 6 novembre 2019, le Conseil fédéral a décidé de maintenir à 1% le taux d'intérêt minimal dans la prévoyance professionnelle obligatoire. Ce taux détermine l'intérêt minimal auquel doivent être rémunérés les avoirs de vieillesse relevant du régime obligatoire conformément à la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle (LPP).

Aux termes de la loi, les éléments déterminants pour la fixation du taux sont le rendement des obligations de la Confédération ainsi que celui des actions, des obligations et de l'immobilier. Avant de prendre sa décision, le Conseil fédéral consulte la Commission fédérale de la prévoyance professionnelle (Commission LPP) et les partenaires sociaux.

Le rendement des obligations de la Confédération est faible : à la fin 2018, le taux d'intérêt des obligations de la Confédération à dix ans était de -0,15% et il est même tombé à -0,70% à fin septembre 2019. La performance des actions, des obligations et de l'immobilier est quant à elle globalement très positive. En ce qui concerne les actions, l'évolution défavorable de l'année 2018 a été plus que compensée par les bons rendements de l'année en cours. Le Swiss Performance Index a perdu 8,6% en 2018. Mais à la fin du mois de septembre 2019, il était remonté de 24,4%. La performance des obligations et de l'immobilier demeure également positive. Compte tenu de l'évolution favorable des marchés financiers enregistrée cette année et de la faiblesse persistante de l'intérêt minimal crédité, il n'y a pas lieu de réduire le taux d'intérêt minimal. Mais au vu de la faiblesse actuelle des taux d'intérêt sur le marché des capitaux il n'est pas non plus nécessaire de l'augmenter.

Lors de la consultation des partenaires sociaux et de la Commission LPP, une majorité s'est également prononcée pour un taux de 1%.

Lien internet pour le communiqué de presse:

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiqués.msg-id-76934.html>

1015 Adaptation des rentes de survivants et d'invalidité LPP à l'évolution des prix au 1^{er} janvier 2020

Au 1^{er} janvier 2020, certaines rentes de survivants et d'invalidité de la prévoyance professionnelle obligatoire seront adaptées pour la première fois à l'évolution des prix. Le taux d'adaptation est de 1,8% pour celles ayant pris naissance en 2016. Il est de 0,1% pour celles nées en 2010, 2013 et 2014.

Les rentes de survivants et d'invalidité du régime obligatoire de la prévoyance professionnelle doivent, conformément à l'art. 36, al. 1 de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP), être adaptées périodiquement jusqu'à l'âge ordinaire de la retraite en cas d'augmentation de l'indice des prix à la consommation. Ces rentes de la LPP doivent être adaptées pour la première fois après trois ans, puis en même temps que les rentes de l'AVS, soit, en règle générale, tous les deux ans.

Le taux d'adaptation de 1,8% est calculé sur la base des indices des prix à la consommation de septembre 2016 (97,52 selon base décembre 2010 = 100) et de septembre 2019 (99,27 selon base décembre 2010 = 100).

En 2020, il y a également lieu d'examiner si certaines rentes de survivants et d'invalidité qui n'ont encore jamais été adaptées (celles nées en 2008 et de 2010 à 2014) doivent être adaptées car l'indice des prix de septembre 2019 est plus élevé que ceux des années de naissance de la rente. C'est le cas pour les rentes de survivants et d'invalidité nées en 2010, 2013 et 2014 qui doivent être adaptées pour la première fois à l'évolution des prix. Le taux d'adaptation est de 0,1%.

Comme il n'y a pas d'adaptation des rentes de l'AVS en 2020, il n'y a pas d'adaptation subséquente des rentes de survivants et d'invalidité. Ces divers cas seront examinés lors de la prochaine adaptation des rentes de l'AVS, soit au plus tôt au 1er janvier 2021.

Les rentes pour lesquelles la LPP ne prévoit pas une compensation périodique du renchérissement sont adaptées par les institutions de prévoyance dans les limites de leurs possibilités financières. L'organe suprême de l'institution de prévoyance décide chaque année si et dans quelle mesure les rentes doivent être adaptées (cf. art. 36, al. 2, LPP). Les décisions sont commentées dans les comptes annuels ou dans le rapport annuel de l'institution de prévoyance.

Lien internet pour le communiqué de presse:

<https://www.bsv.admin.ch/bsv/fr/home/publications-et-services/medieninformationen/nsb-anzeigeseite-unter-aktuell.msg-id-76766.html>

1016 Montants-limites inchangés en 2020

Il n'y aura pas d'adaptation des rentes de vieillesse minimales de l'AVS pour l'année 2020. Sur cette base, il n'y aura donc pas de changement des montants-limites de la prévoyance professionnelle. En ce qui concerne ces montants, nous renvoyons à l'annexe.

1017 Fonds de garantie LPP : taux de cotisation pour 2020

La Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle a approuvé les taux de cotisation que lui a soumis le conseil de fondation du fonds de garantie LPP pour l'année de calcul 2020. Le taux de cotisation restera à 0,12 % pour les subsides pour structure d'âge défavorable. Le taux de cotisation pour les prestations pour insolvabilité et les autres prestations restera également inchangé à 0,005 %.

L'échéance de paiement de ces cotisations est fixée à fin juin 2021. Toutes les institutions de prévoyance soumises à la loi sur le libre passage (LFLP) ont l'obligation de cotiser.

Lien internet :

http://www.sfbvg.ch/documents/Versand_2019_actualites_Webseite.pdf

1018 Plus de flexibilité pour les fondations de placement

Les possibilités de placement des fondations de placement sont élargies et le rôle de l'assemblée des investisseurs en tant qu'organe suprême des fondations est renforcé. Lors de sa séance du 21 juin 2019, le Conseil fédéral a pris acte des résultats de la consultation et a décidé que les modifications entreraient en vigueur le 1^{er} août 2019.

Les fondations de placement sont des institutions auxiliaires de la prévoyance professionnelle. Il s'agit de véhicules de placement collectifs pour les institutions de prévoyance, les fondations du pilier 3a et les institutions de libre passage. Elles sont soumises aux dispositions de l'ordonnance sur les fondations de placement (OFFP).

La modification de l'ordonnance renforce l'assemblée des investisseurs en tant qu'organe suprême de la fondation de placement. Ainsi, cette dernière est désormais seule compétente pour la nomination du conseil de fondation. Le Conseil fédéral étend en outre les possibilités de placement et la flexibilité des fondations. La modification d'ordonnance permet par exemple aux fondations de placement de pouvoir

réaliser, dans certains groupes de placement, des investissements en actions plus importants, ce qui est nécessaire au vu des faibles taux d'intérêt. Le désavantage compétitif par rapport aux fonds de placement est ainsi compensé.

La modification de l'ordonnance sur les fondations de placement est entrée en vigueur le 1^{er} août 2019.

Lien internet pour le communiqué de presse du 21 juin 2019 :

<https://www.bsv.admin.ch/bsv/fr/home/publications-et-services/medieninformationen/nsb-anzeigeseite-unter-aktuell.msg-id-75497.html>

Texte de la modification du 21 juin 2019 de l'ordonnance sur les fondations de placement (seule fait foi la version publiée dans le [Recueil officiel 2019 2221](#)):

Ordonnance sur les fondations de placement (OFP)

Modification du 21 juin 2019

*Le Conseil fédéral suisse
arrête:*

I

L'ordonnance des 10 et 22 juin 2011 sur les fondations de placement¹ est modifiée comme suit:

Art. 4, al. 1, let. c

¹ L'assemblée des investisseurs a les compétences inaliénables suivantes:

- c. elle élit les membres du conseil de fondation;

Art. 5, al. 2 et 3

² Les membres et le président du conseil de fondation sont élus par l'assemblée des investisseurs. Le fondateur, l'entité juridique qui lui succède et les personnes qui entretiennent des liens économiques avec le fondateur ne peuvent pas représenter plus d'un tiers du conseil de fondation. L'assemblée des investisseurs peut prévoir dans les statuts de déléguer au conseil de fondation son droit d'élire le président.

³ Le fondateur nomme le premier conseil de fondation. Les statuts peuvent reconnaître au fondateur ou à l'entité juridique qui lui succède le droit de nommer un remplaçant en cas de démission prématurée d'un membre du conseil de fondation. Le mandat de ce membre dure jusqu'à la séance suivante de l'assemblée des investisseurs.

Art. 6, al. 3

³ Il veille à ce que le contrôle interne soit adapté à la taille et à la complexité de la fondation de placement et à ce que le contrôle des personnes auxquelles des tâches ont été déléguées soit suffisant. Il s'assure de l'indépendance des organes de contrôle.

Art. 7, al. 2, let. d, et 3

² Le conseil de fondation peut déléguer des tâches à des tiers si, en plus de l'al. 1, les conditions suivantes sont remplies:

- d. *abrogée*

³ Toute tâche déléguée à des tiers ne peut être subdéléguée qu'à condition que le conseil de fondation l'ait approuvé au préalable et que les dispositions sur la délégation de tâches soient respectées. La fondation ou l'organe de révision doivent pouvoir continuer à assurer le contrôle et la vérification des tâches qui ont été déléguées.

Art. 8, al. 2 à 4

² Les personnes chargées de l'administration ou de la gestion de la fortune de la fondation de placement ne peuvent pas être élues au conseil de fondation. Si le conseil de fondation délègue la gestion à des tiers, ceux-ci ne peuvent être représentés audit conseil.

³ Dans le cadre de leurs activités, les membres du conseil de fondation ne reçoivent aucune directive du fondateur ou de l'entité juridique qui lui succède. Ils ne votent pas sur les affaires dans lesquelles ils sont impliqués.

⁴ L'assemblée des investisseurs approuve le règlement sur la prévention des conflits d'intérêts et les actes juridiques passés avec des personnes proches. Elle peut prévoir dans ses statuts de déléguer ce droit au conseil de fondation.

Art. 11, al. 3, 2^e phrase

³ ... L'autorité de surveillance peut, à l'intention des fondations de placement, édicter des prescriptions dans le cas d'espèce.

¹ RS 831.403.2

Art. 12, al. 1

¹ La banque dépositaire est une banque au sens de l'art. 1, al. 1, de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques (LB)² ou une succursale d'une banque étrangère en Suisse au sens de l'art. 2, al. 1, let. a, LB.

Art. 13, al. 3, let. a

Abrogé

Art. 20, al. 2 à 2^{quater}

² Les statuts ou le règlement peuvent autoriser les apports en nature si ceux-ci sont compatibles avec la stratégie de placement et ne portent pas atteinte aux intérêts des autres investisseurs du groupe de placements.

^{2bis} La juste valeur des placements non négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé est:

- a. déterminée en fonction du rendement ou du flux monétaire à attendre compte tenu d'un taux de capitalisation adapté aux risques;
- b. estimée par comparaison avec des objets similaires, ou
- c. calculée selon une autre méthode généralement admise.

^{2ter} Cette valeur doit être évaluée par au moins un expert indépendant et qualifié.

^{2quater} Pour les parts de fonds non cotés ou les créances des groupes de placements, elle se base sur la valeur d'inventaire nette correspondante.

Art. 23, al. 2

² Le dépôt illimité auprès d'une banque au sens de l'art. 1, al. 1, LB³ ou d'une succursale d'une banque étrangère en Suisse au sens de l'art. 2, al. 1, let. a, LB est aussi autorisé.

Art. 24, al. 2, let. a

² Toute filiale dans la fortune de base répond aux conditions suivantes:

- a. elle est une société anonyme ou une société à responsabilité limitée qui a son siège en Suisse; elle ne peut avoir son siège à l'étranger que si cela répond à un intérêt de l'investisseur;

Art. 25, al. 1

¹ Plusieurs fondations peuvent participer ensemble à une société anonyme suisse non cotée à condition qu'elles détiennent ainsi la totalité du capital-actions.

Art. 26, al. 1, 3 et 4

¹ Les art. 49 à 56a OPP 2⁴, à l'exception de l'art. 50, al. 2 et 4, s'appliquent par analogie à la fortune de placement pour autant que la présente ordonnance n'en dispose autrement.

³ Le risque de contrepartie pour les créances d'un groupe de placements est limité à 10 % de la fortune par débiteur. Des écarts sont possibles pour les créances envers la Confédération et les établissements suisses émettant des lettres de gage.

⁴ Tout groupe de placements susceptible de créer une obligation d'effectuer des versements supplémentaires est interdit.

Art. 26a Dépassement des limites par débiteur et des limites en matière de participation

(art. 53k, let. d, LPP)

¹ Les limites des créances par débiteur et les limites en matière de participation visées aux art. 54 et 54a OPP 2⁵ peuvent être dépassées par des groupes de placements lorsque ceux-ci:

- a. reposent sur une stratégie axée sur un indice usuel; les directives de placements doivent mentionner l'indice et indiquer l'écart en pour-cent maximal par rapport à cet indice, ou
- b. limitent, sur la base de leurs directives de placement, le risque de contrepartie à 20 % au plus de la fortune par contrepartie et répartissent la fortune entre douze contreparties au moins; le groupe de placements doit publier les parts de fortune par contrepartie au moins une fois par trimestre, dans le mois qui suit la fin du trimestre.

² Au moins une fois par trimestre, la fondation publie tout dépassement par ces groupes de placements des limites visées aux art. 54 et 54a OPP 2.

³ Le Département fédéral de l'intérieur peut décrire plus précisément les exigences visées aux al. 1 et 2.

² RS 952.0

³ RS 952.0

⁴ RS 831.441.1

⁵ RS 831.441.1

Art. 27, al. 3

³ Les parts de terrains à bâtir, les constructions en cours et les immeubles à rénover ne peuvent représenter ensemble plus de 30 % de la fortune du groupe de placements. Les groupes de placements qui investissent exclusivement dans les projets de construction sont exceptés; ceux-ci peuvent conserver des objets achevés.

Art. 28, al. 1, let. e et f, ainsi que 4, 2^e phrase

¹ Les groupes de placements dans le domaine des placements alternatifs investissent au moyen de placements collectifs. Des exceptions sont autorisées pour les placements:

- e. en infrastructures;
- f. en créances au sens de l'art. 53, al. 3, OPP 2⁶.

⁴ ... Dans les groupes de placements du domaine des infrastructures, la part du capital constituée de fonds de tiers détenus au moyen de fonds cibles ne peut pas être supérieure à 40 % de la fortune du groupe de placements, et la part de fonds de tiers à 60 % par fonds cible.

Art. 29, al. 1, phrase introductive, ainsi que let. d et e

¹ Les principes suivants s'appliquent pour les groupes de placements mixtes:

- d. en cas de dépassement des limites fixées pour les créances par débiteur et en matière de participation (art. 26a):
 - 1. le dépassement doit ressortir clairement du nom ou du nom complémentaire du groupe de placements,
 - 2. les directives de placement doivent définir dans quelle mesure les limites de placement peuvent être dépassées, et
 - 3. les publications périodiques et le rapport annuel doivent indiquer quelles limites de placement sont dépassées et dans quelle mesure;
- e. les limites fixées à l'art. 55 OPP 2 peuvent être dépassées lorsque les conditions visées à la let. d sont remplies et que la part des placements alternatifs ne dépasse pas 25 % de la fortune du groupe de placements.

Art. 30, al. 3^{bis}

^{3bis} La part d'un placement collectif étranger peut dépasser 20 % de la fortune du groupe de placements si ce placement est autorisé par une autorité de surveillance étrangère avec laquelle la FINMA a conclu une convention en vertu de l'art. 120, al. 2, let. e, de la loi du 23 juin 2006 sur les placements collectifs⁷.

Art. 32, al. 2, let. b

² Elles ne sont autorisées que dans:

- b. les groupes de placements relevant du domaine des placements alternatifs, à condition que la nécessité d'une filiale à caractère d'investissement soit dûment établie dans le cadre de la procédure d'examen.

Art. 35, al. 2, let. b, h et i

² La fondation publie, dans les quatre mois qui suivent la clôture de l'exercice, un rapport annuel contenant au moins les informations suivantes:

- b. les noms et les fonctions des experts, y compris des experts chargés des estimations (art. 11), des conseillers en placement et des gestionnaires de fortune;
- h. les dépassements des limites fixées pour les créances par débiteur et en matière de participation effectués dans les groupes de placements, conformément à l'art. 26a, al. 1;
- i. les dépassements des limites de placement effectués dans les groupes de placements mixtes, conformément à l'art. 29, al. 1, let. e.

Art. 37, al. 2

² La fondation publie un prospectus pour les groupes de placements contenant des biens-fonds, des placements alternatifs ou des obligations à taux élevés, ainsi que dans les cas visés à l'art. 21, al. 2. Pour les nouveaux groupes de placements, le prospectus doit être publié avant l'ouverture de la période de souscription. Les modifications du prospectus doivent également être publiées.

Art. 41, al. 2, 2^e phrase

² ... S'agissant de l'évaluation des placements, l'autorité de surveillance peut imposer des critères et déclarer déterminants les art. 84 et 85 de l'ordonnance de la FINMA du 27 août 2014 sur les placements collectifs⁸.

⁶ RS 831.441.1

⁷ RS 951.31

⁸ RS 951.312

Art. 44b Dispositions transitoires de la modification du 21 juin 2019

¹ Les fondations de placement existantes adaptent leurs statuts aux nouvelles dispositions dans les deux années qui suivent l'entrée en vigueur de la modification du 21 juin 2019.

² Un délai de transition de deux ans est accordé pour la composition et l'élection du conseil de fondation au sens de l'art. 5 et pour la prévention de tout conflit d'intérêts et de tout acte juridique avec des proches au sens de l'art. 8, al. 2 et 4.

II

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} août 2019.

21 juin 2019

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Ueli Maurer
Le chancelier de la Confédération, Walter Thurnherr

Commentaire (rapport explicatif du 21 juin 2019 sur la modification de l'ordonnance sur les fondations de placement : <https://www.news.admin.ch/newsd/message/attachments/57397.pdf>)

1 Introduction

1.1 Contexte

Les fondations de placement sont des institutions auxiliaires de la prévoyance professionnelle, puisqu'il s'agit de placements collectifs effectués pour toutes les institutions qui servent à la prévoyance professionnelle. Les origines des fondations de placement remontent aux années 1960, mais ce n'est que dans le cadre de la réforme structurelle que le législateur, modifiant la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP), a décidé d'inscrire les fondations de placement dans la loi ; cette modification date du 19 mars 2010. En vertu de l'art. 53k LPP, le Conseil fédéral édicte des dispositions sur le cercle des investisseurs, l'augmentation et l'utilisation de la fortune de base, la fondation, l'organisation et la dissolution, les placements, l'établissement des comptes et la révision ainsi que les droits des investisseurs.

Le Conseil fédéral a rempli son mandat en édictant l'ordonnance sur les fondations de placement (OFP), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2012. Entre-temps, il est apparu que l'ordonnance devait être révisée sur certains points. Par exemple, dans le domaine de l'épargne-titres du pilier 3a, il est devenu usuel que la part des placements en actions soit plus élevée que ce que l'ordonnance prévoit. Il faut également tenir compte des possibilités de choix, offertes dans le cadre des plans 1e, introduites à l'occasion de la modification du 18 décembre 2015 de la loi sur le libre passage.

1.2 Principales modifications

Les principales modifications d'ordonnance portent sur les points suivants :

- 1 Renforcement de l'assemblée des investisseurs en tant qu'organe suprême de la fondation (art. 4, 5 et 8).
L'assemblée des investisseurs est compétente pour nommer le conseil de fondation, la modification le garantit. La fondatrice n'a plus qu'un droit de proposition, et non un droit de nomination.
- 2 Possibilité et réglementation des apports en nature non négociés en bourse (art. 20)
La réglementation est un peu assouplie, vu que le fait d'intégrer des placements non cotés peut répondre à un besoin.
- 3 Diversification et transparence nécessaire (art. 26a)
Les fondations de placement auront plus de possibilités d'offrir des stratégies concentrées. La FINMA l'admet déjà pour les fonds de placement institutionnels soumis à sa surveillance.

Néanmoins, le principe central de la diversification demeure. La concentration doit être clairement visible pour l'investisseur.

- 4 Stricte interdiction des placements susceptibles de créer une obligation d'effectuer des versements supplémentaires (art. 26, al. 5)
L'interdiction existe déjà, mais elle figure ainsi expressément dans l'ordonnance. Le risque de perte pour l'investisseur se limite au maximum au montant investi dans le groupe de placements, et il exclut tout montant supplémentaire.
- 5 Autorisation des groupes de placements mixtes dépassant les limites fixées pour les actions et les placements alternatifs, à condition que ce dépassement soit clairement indiqué (art. 29)
Les fondations de placement seront autorisées à offrir des groupes de placements mixtes qui dépassent les limites par catégorie fixées à l'art. 55 OPP 2. Par exemple, dans le domaine de l'épargne-titres du pilier 3a et des fondations de libre passage, des assurés demandent aujourd'hui des placements contenant des parts en actions supérieures à 50 %. Vu le niveau des taux actuels, cette demande est compréhensible et juridiquement permise (en vertu de l'art. 50, al. 4, OPP 2). Les groupes de placements mixtes pourront également dépasser les limites par débiteur aux conditions fixées à l'art. 26a. Cela s'impose afin qu'ils puissent, par exemple, proposer des placements proches d'un indice parmi les indices boursiers suisses. S'il était interdit aux fondations de placement de dépasser les limites par catégorie et par débiteur, elles subiraient un désavantage compétitif par rapport aux fonds placés sous la surveillance de la FINMA.
- 6 D'autres modifications concernent notamment les placements directs dans le domaine des placements alternatifs (art. 28), l'autorisation des placements collectifs (art. 30) et les filiales dans la fortune de placement (art. 32). Elles visent à ajuster la réglementation à l'évolution de la situation dans ces domaines (par exemple, les placements directs ont augmenté dans les groupes de placements immobiliers, la FINMA a modifié sa réglementation en matière de distribution en Suisse, la notion de capital-risque employée jusqu'à présent était peu claire, etc.).

2 Commentaire des modifications de l'OPF

Art. 4, al. 1 Compétences inaliénables

Le droit des fondateurs de nommer les membres du conseil de fondation est supprimé. L'art. 5, al. 1, dispose expressément que l'assemblée des investisseurs élit les membres du conseil de fondation.

Art. 5 Composition et désignation

Al. 2

En tant qu'organe suprême de la fondation de placement, l'assemblée des investisseurs a la compétence d'élire les membres du conseil de fondation. Cela s'applique également pour les membres du conseil de fondation qui appartiennent à la fondatrice ou à l'entité juridique qui lui succède. En parallèle, le projet supprime la disposition selon laquelle les statuts peuvent reconnaître aux fondateurs le droit de nommer une minorité de membres du conseil de fondation. On considère qu'il existe des liens économiques entre la société mère, les sociétés sœurs et les filiales de la fondatrice ainsi qu'entre ces sociétés ou la fondatrice et les sociétés qu'elles contrôlent du point de vue économique. Ne sont pas réputés entretenir de tels liens avec la fondatrice les représentants d'institutions de prévoyance auprès desquelles des employés de la fondatrice sont assurés. L'élection de la présidence est de la compétence de l'assemblée des investisseurs. Mais celle-ci peut la déléguer au conseil de fondation.

Al. 3

Le premier conseil de fondation est nommé par la fondatrice, vu que l'assemblée des investisseurs n'est pas encore constituée à ce moment-là. En cas de nomination à la suite d'une démission prématurée

(également en cas de maladie ou de décès), la fondatrice ou l'entité juridique qui lui succède doit respecter la condition de l'al. 2 selon laquelle les personnes qui entretiennent des liens économiques avec la fondatrice ne peuvent pas représenter plus d'un tiers du conseil de fondation.

Art. 6 Tâches et compétences

Al. 3

La formulation concernant le contrôle interne provient de l'art. 35, al. 1, OPP 2. Les prescriptions de l'actuel art. 7, al. 3, sont également intégrées dans cet article. Le conseil de fondation doit naturellement aussi veiller à l'indépendance de l'organe de contrôle.

Art. 7 Délégation de tâches

Al. 3

L'actuel al. 3 est supprimé et son contenu est repris à l'art. 6, al. 3. Le nouvel al. 3 régit la subdélégation en lieu et place de l'al. 2, let. d, qui est abrogé. Jusqu'à présent, les tâches déléguées ne pouvaient être transmises qu'une seule fois à un échelon inférieur. La modification supprime cette limite, car le respect de celle-ci était difficilement contrôlable et une subdélégation (de tâches spécialisées) s'avère souvent judicieuse et efficace. Ainsi, quiconque a reçu une tâche par voie de délégation peut à son tour la subdéléguer en tout ou en partie, à condition que les règles de délégation (qui s'appliquent par analogie à la subdélégation) soient respectées. Le conseil de fondation ne peut cependant pas déléguer son droit de subdéléguer. Il peut toutefois préciser dans le contrat de délégation les tâches que le délégataire peut subdéléguer. C'est par exemple le cas de l'entretien courant des bâtiments. La délégation des tâches ne doit pas entraver les possibilités de contrôle de la fondation et de l'organe de révision. Le contrôle doit continuer à être autorisé, ce qui signifie que la fondation de placement et l'organe de révision doivent rester en mesure de contrôler et de comprendre les tâches déléguées.

Art. 8 Prévention des conflits d'intérêts, actes juridiques passés avec des personnes proches

Al. 2

La nouvelle formulation de l'al. 2 garantit une distinction entre les personnes formant le conseil de fondation, d'une part, et les personnes chargées de l'administration ou de la gestion de la fortune, d'autre part. Les personnes chargées de l'administration ou de la gestion de la fortune ne peuvent pas être élues au conseil de fondation. Aux termes de l'art. 53h LPP, le conseil de fondation est l'organe de gestion. Mais s'il délègue la gestion à des tiers, ceux-ci ne peuvent pas non plus être représentés en son sein. Par « personnes », on entend aussi bien des personnes physiques que des personnes morales. En règle générale, les fondations de placement confient leur mandat de gestion, d'administration ou de gestion de la fortune à des personnes morales. Les personnes physiques faisant partie d'une personne morale qui exerce un tel mandat ou d'une personne morale qui entretient des liens économiques⁹ avec celle-ci ne peuvent pas être élues au conseil de fondation.

Cette interdiction ne vaut pas seulement pour le tiers du conseil de fondation (personnes physiques) visé à l'art. 5, al. 2, c'est-à-dire les personnes physiques qui font partie de la fondation ou de l'entité juridique qui lui succède ou celles qui entretiennent des liens économiques avec la fondation. Pour elles, l'interdiction ne s'applique qu'à la personne physique qui exécute l'administration et la gestion de la fortune ; celle-ci ne peut pas être simultanément membre du conseil de fondation. En revanche, si le conseil de fondation ne délègue pas la gestion, la loi autorise un cumul des fonctions.

⁹ En ce qui concerne la définition de l'expression « entretient des liens économiques », il convient de se rapporter aux explications relatives à l'art.5, al. 2 (voir ci-dessus).

Al. 3

Le conseil de fondation doit pouvoir agir en toute indépendance par rapport à la fondatrice. L'interdiction qui lui est faite de voter sur les affaires dans lesquelles elle est impliquée signifie en particulier qu'un membre du conseil de fondation doit s'abstenir de voter sur une question qui touche ses propres intérêts ou ceux d'une entreprise dont il fait partie en tant que salarié ou responsable. Cela concerne, par exemple, l'attribution de mandats. Les membres du conseil de fondation peuvent toutefois siéger dans des comités ou des commissions, par exemple le comité de placement de la fondation. Cela garantit notamment que les souhaits des investisseurs et du conseil de fondation soient réalisés.

Al. 4

L'assemblée des investisseurs est chargée d'approuver le règlement sur la prévention des conflits d'intérêts et les actes juridiques passés avec des personnes proches. Cela renforce sa position. L'assemblée des investisseurs peut déléguer cette tâche au conseil de fondation, mais elle peut révoquer cette délégation à n'importe quel moment.

Art. 11

Al. 3

Pour garantir que les experts chargés des estimations aient les qualifications suffisantes et soient indépendants, l'autorité de surveillance peut, le cas échéant, fixer des prescriptions à cet égard. Cette possibilité est de toute façon déjà offerte par l'art. 62, al. 2, let. b, LPP à la commission de haute surveillance, en tant qu'autorité de surveillance directe des fondations de placement ; mais elle est ici plus expressément soulignée. La qualification adéquate et l'indépendance de l'expert sont essentielles pour les investisseurs.

Art. 12

Al. 1

La nouvelle formulation permet de garantir que les filiales de banques étrangères en Suisse puissent aussi être reconnues comme des banques dépositaires. Les négociants en valeurs mobilières (nationaux ou étrangers) ou les agents désignés sont toujours non autorisés.

Art. 13 Domaines de réglementation

Al. 3, let. a

L'actuelle let. a est biffée et son contenu (prévention des conflits d'intérêts et actes juridiques passés avec des personnes proches) fait maintenant l'objet de l'art. 8, al. 4.

Art. 20 Apports en nature

Al. 2 à 2quater

Contrairement à la réglementation actuelle, les apports en nature non négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé sont désormais possibles de manière générale, et plus seulement pour les placements en private equity. La détermination de la juste valeur des apports en nature devra reposer sur la même méthode que celle prévue dans les normes Swiss GAAP RPC 26 pour l'évaluation des actifs (al. 2bis). La disposition requiert également une vérification par au moins un expert qualifié indépendant (al. 2ter).

Art. 23 Placements dans la fortune de base

Al. 2

Le libellé utilisé ici est le même que celui de l'art. 12, al. 1.

Art. 24 Filiales dans la fortune de base

Al. 2, let. a

Une filiale peut être soit une société anonyme, soit – et c'est l'ajout de la présente modification – une société à responsabilité limitée (Sàrl), car cette forme juridique limite également le risque de responsabilité. L'adjectif « prépondérant » qui figure dans la disposition en vigueur est supprimé car, dans ce contexte, son interprétation juridique n'est pas claire.

Art. 25 Participations dans la fortune de base

Al. 1

La modification consiste en la suppression de la condition selon laquelle la participation par fondation de placement se monte à 20 % au moins du capital-actions. Cela peut certes réduire l'influence d'une fondation de placement individuelle, mais aussi permettre à des fondations de placement plus petites de participer avec d'autres fondations de placement à des sociétés non cotées.

Art. 26 Dispositions générales

Al. 1

Étant donné que les possibilités de dépassement visées à l'art. 50, al. 4bis, OPP 2, sont maintenant aussi valables pour les fondations de placement, l'art. 50, al. 5, OPP 2 n'est plus exclu.

Al. 3

L'al. 4 actuel devient l'al. 3. Des dépassements du risque de contrepartie sont aussi possibles, outre les cas mentionnés à l'art. 26a, lorsqu'il s'agit de la Confédération ou d'établissements suisses émettant des lettres de gage.

Al. 4

L'interdiction absolue, déjà en vigueur, de contraindre les investisseurs d'effectuer des versements supplémentaires est expressément réitérée. Cela signifie que les pertes maximales d'un groupe de placements doivent être limitées au capital libéré.

Art. 26a Dépassement des limites par débiteur et des limites en matière de participation

Al. 1

L'al. 1 autorisera désormais à certaines conditions le dépassement des limites par débiteur et les limites en matière de participation. La réglementation actuelle de l'art. 26, al. 3, s'est avérée être un obstacle, en particulier pour les stratégies ciblées. Le risque de contrepartie visé à la let. b est désormais limité à 20 %. Les entreprises et les débiteurs peuvent être pondérés jusqu'à 20 %. Il est important que le risque de contrepartie (débiteurs et entreprises) reste globalement limité à 20 %. Toutefois, une diversification adéquate reste nécessaire. Ainsi, le risque de défaut d'un groupe de placements reste limité.

Le groupe de placement ne peut dépasser que les limites fixées à la let. a ou que celles fixées à la let. b, mais ne peut faire usage des deux dispositions en même temps. Par conséquent, si le groupe de placement dépasse les limites de l'OPP 2 conformément à la let. b, il ne peut dépasser la limite de 20 % de la contrepartie au motif que cela est autorisé conformément à la let. a.

Al. 2

Le dépassement de la limite n'est autorisé que si la fondation de placement assure la transparence de la position envers l'investisseur et qu'elle publie les valeurs correspondantes au moins une fois par trimestre, par exemple dans une fiche d'information.

Al. 3

Cet alinéa remplace la règle figurant actuellement à l'art. 26, al. 3, dernière phrase. L'autorité de surveillance ne pourra plus fixer des exigences relatives aux limites par débiteur et aux limites en matière de participation, mais le DFI sera habilité par le Conseil fédéral, en vertu de l'art. 53k, let. d, LPP, à définir plus précisément les exigences posées aux al. 1 et 2. Par exemple, il pourra déterminer quand une stratégie suit un indice ou une valeur de référence, et définir les conditions à respecter dans ce contexte, en particulier en cas d'écart par rapport aux pondérations, aux risques ou à la diversification, ainsi que pour les investissements éloignés de la valeur de référence. Il est également important que les dépassements des limites fixées dans l'OPP 2 soient clairement reconnaissables pour l'investisseur. Par « indice usuel », on entend un indice fréquemment utilisé comme valeur de référence pour les produits des marchés financiers, et non utilisé occasionnellement à la demande de certains acteurs de ces marchés.

Art. 27 Groupes de placements immobiliers

Al. 3

Les groupes de placements qui investissent exclusivement dans des projets de construction et n'acquièrent pas d'objets déjà construits peuvent conserver dans leur portefeuille les nouveaux objets une fois les projets achevés et ne sont pas obligés de les vendre.

Art. 28 Groupes de placements dans le domaine des placements alternatifs

Al. 1

Les groupes de placements en infrastructures et en « créances alternatives » au sens de l'art. 53, al. 3, OPP 2 ne doivent plus impérativement passer par des placements collectifs. De fait, dans le domaine des « placements alternatifs », des placements collectifs n'existent souvent tout simplement pas.

Al. 4

L'expression « part grevée de fonds de tiers » est modifiée en « part constituée de fonds de tiers ». Cette modification ne change rien sur le fond.

Art. 29 Groupes de placements mixtes

Al. 1, let. d et e

Les groupes de placements mixtes ne peuvent dépasser que les limites de catégorie fixées à l'art. 55 OPP 2. Les limites par débiteur et les limites en matière de participation fixées aux art. 54 et 54a OPP 2 peuvent être dépassées dans les cas visés à l'art. 26a. Un groupe de placements mixte investit dans plusieurs catégories de placement, mais une part de liquidités destinée à effectuer des transactions et à assurer les engagements contractés (marges requises, engagements de capital) ainsi que les émissions et les rachats de participation ne constitue pas, dans ce cadre, une catégorie de placement. Ainsi, un groupe d'actions qui comprend non seulement des actions mais aussi une part de liquidités afin de garantir les émissions et les rachats de participation ne constitue pas pour autant un groupe de placements mixte.

Dans le droit en vigueur, les groupes de placements mixtes ne sont pas autorisés à dépasser les limites fixées pour chaque catégorie mentionnées à l'art. 55 OPP 2, ni les limites fixées aux art. 54 et 54a

OPP 2. Cela sera désormais possible, à condition que la fondation indique en toute transparence à l'investisseur l'importance du dépassement. Le dépassement possible doit être fixé dans les directives de placement. Le dépassement effectif doit faire l'objet de publications régulières paraissant normalement au moins une fois par mois. Les investisseurs doivent en effet pouvoir se faire une idée précise des niveaux auxquels ces investissements sont effectués dans les différentes catégories afin de pouvoir évaluer leurs risques. Cette modification est devenue nécessaire, étant donné que, dans le domaine du pilier 3a, les fonds de placement proposent de plus en plus souvent, dans le respect de l'art. 50, al. 4, OPP 2, des placements dont la part en actions est supérieure à 50 %, et vu aussi que les assurés en font la demande en raison des faibles taux d'intérêt. Dans le cas des limites par débiteur, un dépassement conformément à l'art. 26a est par exemple possible afin de réaliser un placement indexé dans un indice boursier suisse dont la part en actions est importante.

Les fondations de libre passage et les fondations du pilier 3a sont dans tous les cas tenues de renseigner les personnes intéressées sur leurs droits et obligations lors de la conclusion d'un contrat de placement. Ce devoir est encore plus impératif lorsqu'il y a extension des possibilités de placement au sens de l'art. 50, al. 4, OPP 2¹⁰. Par ailleurs, il est expressément recommandé de rédiger un prospectus d'information sur le produit de placement et ses risques, et de demander aux assurés qui investissent leurs fonds de confirmer par écrit qu'ils en ont pris connaissance. Cette recommandation s'applique naturellement aussi lorsque, dans ce domaine, il est proposé des groupes de placements qui dépassent les limites conformément aux conditions des art. 29 ou 26a. Pour le placement de fortune, dans le cas de l'épargne-titres, les art. 49 à 58 OPP 2 s'appliquent en outre, par analogie, aussi bien dans le domaine du pilier 3a que dans celui des solutions de libre passage. Cela vaut par conséquent aussi pour l'art. 50, al. 4, OPP 2. Les fondations du pilier 3a et les fondations de libre passage (donc aussi les prestataires financiers et les fondations de placement) sont par conséquent tenues, lorsqu'elles dépassent les limites dans le domaine de l'épargne-titres, de garantir le respect du devoir de diligence, la diversification des placements ainsi que la sécurité de la réalisation des buts de prévoyance (et notamment, dans ce cas, de tenir compte de la capacité de risque, de la disposition au risque et de la situation financière de l'assuré).

Art. 30 Placements collectifs

Al. 3bis

Il est fréquent que les placements collectifs étrangers ne soient plus explicitement autorisés à la vente en Suisse par la FINMA. Au lieu de cela, la FINMA conclut des accords avec des autorités de surveillance étrangères sur la base de l'art. 120, al. 2, let. e, de la loi du 23 juin 2006 sur les placements collectifs (LPCC). Les placements collectifs soumis à la surveillance de ces autorités de surveillance sont autorisés indépendamment de la limite de 20 %. La plupart de ces accords concernent des pays de l'UE.

Art. 32 Filiales dans la fortune de placement

Al. 2, let. b

Les filiales dans la fortune de placement ne seront pas seulement autorisées pour les groupes de placements avec capital-risque, mais aussi pour d'autres groupes de placements dans le domaine des placements alternatifs, à condition que leur nécessité puisse être expliquée au cours de la procédure d'examen préalable. De telles filiales peuvent être utiles pour les investissements en infrastructures, par exemple.

¹⁰ Voir à ce propos les explications données dans le Bulletin de la prévoyance professionnelle no 108, ch. 665, pp. 24-25.

Art. 35 Information

Al. 2

La modification de la let. b est de nature strictement linguistique. L'expression « gestionnaires de placement » est remplacée par « gestionnaires de fortune ». La let. h se réfère maintenant à l'art. 26a. À la let. i sont ajoutés dans quelle mesure, concernant les groupes de placements mixtes, les limites par catégorie visées à l'art. 29, al. 4, peuvent être dépassées.

Art. 37 Publications et prospectus

Al. 2

La nouvelle formulation garantit la publication d'un prospectus y compris pour les groupes de placements qui existent déjà. Cela a toujours été l'intention du législateur, mais celle-ci a été remise en question sur le plan juridique dans un cas. Autrement, les groupes de placements existants et ceux qui sont créés seraient traités de manière différente, ce qui ne serait objectivement pas justifié.

Art. 41 Évaluation

Al. 2

Les références à l'ordonnance de la FINMA sur les placements collectifs de capitaux sont adaptées.

Disposition transitoire de la modification du ...

Les nouvelles dispositions s'appliquent à compter de la date d'entrée en vigueur de la modification. Les fondations de placement existantes sont tenues d'adapter leurs statuts dans les deux années qui suivent l'entrée en vigueur de la modification. Le délai pour se conformer aux dispositions de l'art. 5 et de l'art. 8, al. 2 et 4, est de deux ans.

Rapport sur les résultats de la consultation :

<https://www.news.admin.ch/news/message/attachments/57398.pdf>

1019 Message sur la modernisation de la surveillance dans le 1^{er} pilier et optimisation dans le 2^e pilier

Le 20 novembre 2019, le Conseil fédéral a adopté le message concernant la révision de la loi fédérale sur l'AVS (Modernisation de la surveillance dans le 1^{er} pilier et optimisation dans le 2^e pilier de la prévoyance vieillesse, survivants et invalidité) à l'attention du Parlement. Ce projet contient aussi des améliorations ponctuelles dans le 2^e pilier. Il propose en particulier de préciser les tâches des experts en matière de prévoyance professionnelle et de garantir l'indépendance des autorités régionales de surveillance par une disposition interdisant aux membres des gouvernements cantonaux de siéger dans les organes de surveillance.

Lien internet pour le communiqué de presse du 20 novembre 2019 :

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-77143.html>

1020 Révision du droit de la prescription : nouvelle formulation de l'art. 52, al. 2, LPP dès le 1^{er} janvier 2020

La révision du droit de la prescription entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2020. Elle contient notamment une petite modification de l'art. 52, al. 2, LPP (cf. [RO 2018 5343](#)). La modification se limite à adapter le début du délai de prescription absolu sur le modèle de l'art. 60, al. 1, CO : « dix ans à compter du jour où le fait dommageable s'est produit ou a cessé » (au lieu de : « dixième année à partir du jour où le dommage a été commis »).

Nouvelle formulation de l'art. 52, al. 2, LPP :

² L'action en réparation du dommage dirigée contre les organes responsables en vertu des dispositions ci-dessus se prescrit par cinq ans à compter du jour où la personne lésée a eu connaissance du dommage ainsi que de la personne tenue à réparation et, dans tous les cas, par dix ans à compter du jour où le fait dommageable s'est produit ou a cessé.

Lien internet pour le communiqué de presse de l'Office fédéral de la justice du 7 novembre 2018 :

https://www.bj.admin.ch/bj/fr/home/aktuell/news/2018/ref_2018-11-07.html

Lien internet pour le message du Conseil fédéral (voir en particulier *FF 2014 p. 260*, commentaire de l'art. 52, al. 2, LPP) :

<https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2014/221.pdf>

1021 Entrée en vigueur de la loi sur les établissements financiers et de la loi sur les services financiers : conséquences pour les institutions de prévoyance

LEFin/LSFin

La loi sur les établissements financiers (LEFin) et la loi sur les services financiers (LSFin) entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2020. Tandis que la LEFin définit de nouvelles règles de surveillance pour les gestionnaires de fortune, les gestionnaires de fortune collective, les directions de fonds et les maisons de titres, la LSFin régit l'offre de services financiers et la distribution d'instruments financiers en vue d'un alignement sur les dispositions de l'Union européenne (MiFID II, directive concernant le prospectus, règlement PRIIPS). Les gestionnaires de fortune qui administrent la fortune d'institutions de prévoyance seront désormais soumis à la surveillance de la FINMA (art. 24, al. 1, let. b, LEFin).

Les institutions de prévoyance et autres institutions servant à la prévoyance professionnelle, les fondations patronales, les employeurs qui gèrent la fortune de leurs propres institutions de prévoyance et les associations d'employeurs et de travailleurs qui gèrent la fortune des institutions de leur association sont exclus du champ d'application de ces deux lois et ne sont donc pas directement concernés. Il en va de même pour les entreprises d'assurance, une révision de la loi sur la surveillance des assurances (LSA) étant prévue dans le but de créer des conditions équitables (*level playing field*).

Lien internet pour le communiqué de presse du 6 novembre 2019 :

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-76957.html>

Adaptation de l'art. 48f OPP 2

Dans le cadre des modifications d'ordonnance découlant de l'entrée en vigueur de la LEFin et de la LSFin, l'art. 48f OPP 2 est adapté comme suit :

(seule fait foi la version publiée dans le Recueil officiel)

Art. 48f, al. 4, let. e, f, i et j

⁴ Seuls peuvent être chargés de la gestion de la fortune, en tant que personnes ou institutions externes:

- e. les maisons de titres au sens de l'art. 41 de la loi fédérale du 15 juin 2018 sur les établissements financiers (LEFin);
- f. les directions de fonds au sens de l'art. 32 LEFin et les gestionnaires de fortune collective au sens de l'art. 24 LEFin;
- i. les employeurs qui gèrent la fortune de leurs propres institutions de prévoyance;
- j. les associations d'employeurs et de travailleurs qui gèrent la fortune des institutions de prévoyance de leur association.

Art. 48f, al. 5 à 7

Abrogés

Les gestionnaires de fortune qui administrent la fortune d'institutions de prévoyance ne seront plus tenus d'obtenir l'autorisation de la Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle (CHS PP), ils entreront désormais dans le champ d'application de la LEFin (art. 24, al. 1, let. b) et seront donc soumis à la surveillance de la FINMA. Cette réglementation entrera en vigueur le 1er janvier 2020.

Adaptation de l'art. 19a, al. 3, let. c, OLP

Art. 19a, al. 3, phrase introductive et let. c

³ Les titres doivent être déposés auprès d'une banque ou d'une maison de titres soumise à la surveillance de la FINMA. Les maisons de titres doivent être autorisées par la FINMA à accepter des dépôts. Sont autorisés les placements suivants:

- c. placements opérés dans le cadre d'un mandat de gestion de fortune conclu par la fondation de libre passage avec une banque, une maison de titres, une direction de fonds ou un gestionnaire de fortune collective au sens de l'art. 24 de la loi fédérale du 15 juin 2018 sur les établissements financiers soumis à la surveillance de la FINMA; l'évaluation, l'achat et le rachat des parts du portefeuille, l'intérêt des assurés impliqués et la couverture des droits de participation doivent être clairement garantis en tout temps; le mandat de gestion de fortune doit mentionner explicitement que les art. 49 à 58 OPP 2 s'appliquent par analogie.

Commentaire (extrait : <https://www.newsd.admin.ch/newsd/message/attachments/58957.pdf>)

Art. 48f, al. 4, let. e, f, i et j, et al. 5 à 7, OPP 2

Dans l'al. 4, let. e et f, la terminologie («maisons de titres», «gestionnaires de fortune collective») et les références sont adaptées à celles de la LEFin – première source de réglementation en la matière –, tandis que l'actuel al. 6 est repris aux let. i et j (avec la formulation selon l'art. 2, al. 2, let. f, LEFin). Les al. 5 et 7 deviennent caducs avec l'entrée en vigueur de la LEFin et la réorganisation correspondante (cf. notamment art. 24 LEFin).

Art. 19a, al. 3, let. c, OLP

La terminologie («maisons de titres» et «gestionnaires de fortune collective») est adaptée à celle de la LEFin.

1022 Entrée en vigueur des mesures de garantie de l'avoir de prévoyance en cas de négligence de l'obligation d'entretien

Lors de sa séance du 6 décembre 2019, le Conseil fédéral a adopté l'Ordonnance relative à l'aide au recouvrement (OAiR) et a fixé son entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2022. Les dispositions révisées du Code civil suisse relatives à l'entretien de l'enfant, adoptées le 20 mars 2015 (RO 2015 4299 5017), mais qui ne sont pas encore entrées en vigueur, entreront en vigueur à la même date que l'ordonnance. Ces dispositions légales règlent les nouvelles obligations d'informer entre les services d'aide au recouvrement et les institutions de prévoyance et de libre passage. Pour éviter autant que possible tout malentendu, ces acteurs devront utiliser pour leurs communications les formulaires mis au point par le Département fédéral de l'intérieur (DFI), qui seront disponibles sur le site internet de l'OFAS ainsi que sur celui de l'OFJ vraisemblablement au premier semestre 2021.

Lien internet pour le communiqué de presse du 6 décembre 2019 :

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-77404.html>

D'autres informations sont disponibles sur le page internet suivante de l'OFAS :

<https://www.bsv.admin.ch/bsv/fr/home/assurances-sociales/bv/grundlagen-und-gesetze/grundlagen/vorsorgeguthaben-vernachlaessigung-unterhaltspflicht.html>

1023 Le Conseil fédéral adopte le message relatif à la stabilisation de l'AVS (AVS 21)

La réforme AVS 21 permet de maintenir le niveau des rentes et vise à assurer un financement suffisant de l'AVS jusqu'à l'horizon 2030. Elle améliore la flexibilisation du passage à la retraite et crée des incitations à prolonger la durée de l'exercice d'une activité lucrative. Dans la prévoyance professionnelle, elle donne aux assurés une possibilité de flexibilisation de la retraite comparable à celle offerte par les dispositions du 1^{er} pilier.

Lien internet pour le communiqué de presse du 28 août 2019:

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-76202.html>

Lien internet pour le message du Conseil fédéral du 28 août 2019 (FF 2019 5979, voir en particulier pp. 6047 ss. pour la prévoyance professionnelle) :

<https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2019/5979.pdf>

1024 Le Conseil fédéral ouvre la consultation sur la réforme de la prévoyance professionnelle

La réforme de la prévoyance professionnelle vise à garantir les rentes, renforcer son financement et améliorer la couverture des travailleurs à temps partiel, notamment celle des femmes. Lors de sa séance du 13 décembre 2019, le Conseil fédéral a mis en consultation la proposition élaborée par trois organisations faïtières nationales des partenaires sociaux. La procédure de consultation prendra fin le 27 mars 2020.

Lien internet pour le communiqué de presse du 13 décembre 2019 :

<https://www.bsv.admin.ch/bsv/fr/home/publications-et-services/medieninformationen/nsb-anzeigeseite-unter-aktuell.msg-id-77483.html>

1025 Consultation sur l'actualisation de 3 ordonnances sur la prévoyance professionnelle

Lors de sa séance du 6 décembre 2019, le Conseil fédéral a décidé de mettre en consultation jusqu'au 20 mars 2020 des modifications ponctuelles de 3 ordonnances (OLP ; OPP 2 ; OPP 3) ayant trait à la prévoyance professionnelle. Ces modifications sont nécessaires afin d'assurer l'adaptation des dispositions aux évolutions financières et actuarielles. En outre, plusieurs mandats confiés par le Parlement doivent également être exécutés. C'est le cas en particulier des dispositions prévoyant que les institutions de libre passage et les institutions de la prévoyance individuelle liée puissent, elles aussi,

réduire ou refuser des prestations en capital à des bénéficiaires qui auraient causé intentionnellement la mort de la personne assurée.

Lien internet pour le communiqué de presse du 6 décembre 2019 :

<https://www.bsv.admin.ch/bsv/fr/home/publications-et-services/medieninformationen/nsb-anzeigeseite-unter-aktuell.msg-id-77370.html>

Jurisprudence

1026 Partage de la prévoyance : le dépôt de la demande de divorce comme date déterminante pour la procédure de divorce en cours

(Référence à un arrêt du TF du 20 mars 2018, cause [5A 819/2017](#) ; en français)

(art. 122 CC et art. 7d, al. 2, tit. fin. CC)

La date du dépôt de la demande de divorce est déterminante pour le partage de la prévoyance, également dans les procédures de divorce qui ont été introduites avant l'entrée en vigueur de la révision du partage de la prévoyance et qui sont pendantes devant une autorité judiciaire cantonale.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, c'est la date du dépôt de la demande de divorce qui est déterminante pour le partage de la prévoyance, et non plus celle de l'entrée en force du jugement de divorce. Dans le cas présent, le TF devait préciser si ce principe s'applique également lorsque la demande de divorce a été déposée (longtemps) avant l'entrée en vigueur de la révision du partage de la prévoyance. En l'espèce, la procédure de divorce avait été introduite en 2010.

Le TF a jugé que la réglementation transitoire de l'art. 7d, al. 2, tit. fin. CC, est claire : « Les procès en divorce pendants devant une instance cantonale sont soumis au nouveau droit dès l'entrée en vigueur de la modification du [1^{er} janvier 2017]. » Ainsi, dans ces cas également, seule la prestation de sortie disponible au jour de l'introduction de la procédure de divorce doit être partagée.

1027 Conditions d'exemption de l'obligation de s'assurer pour les salariés qui exercent leur activité professionnelle principale à l'étranger

(Référence à un arrêt du TF du 9 avril 2019, [9C 659/2018](#) ; en allemand)

Les salariés dont l'activité professionnelle principale se situe à l'étranger et qui ne réalisent un revenu soumis à l'AVS en Suisse que de façon temporaire ne sont exemptés de l'assurance obligatoire LPP qu'à la condition fixée par l'art. 1j, al. 2, OPP 2, à savoir qu'ils en fassent la demande à l'institution de prévoyance compétente.

(art. 2, al. 4, LPP en relation avec l'art. 1j, al. 2, OPP 2)

Le TF devait définir à quelles conditions les salariés qui ne réalisent un revenu soumis à l'AVS en Suisse que de façon temporaire et qui bénéficient d'une couverture d'assurance suffisante dans le cadre de leur activité professionnelle principale à l'étranger sont exemptés de l'assurance obligatoire LPP. Dans le cas de deux personnes qui exercent à titre accessoire un mandat d'administrateur en Suisse et qui bénéficient d'une couverture d'assurance suffisante dans le cadre de leur activité professionnelle principale à l'étranger, l'instance précédente avait jugé que, sur la base de l'art. 1j, al. 1, let. c, OPP 2, ces personnes n'étaient pas soumises à l'assurance obligatoire LPP.

Le TF n'a pas été de cet avis, estimant que l'art. 1j, al. 1, let. c, OPP 2, ne s'appliquait pas dans le cas présent. Les salariés dont l'activité professionnelle principale se situe à l'étranger ne peuvent être exemptés de l'assurance obligatoire LPP qu'à la condition fixée par l'art. 1j, al. 2, OPP 2, à savoir qu'ils en fassent la demande à l'institution de prévoyance compétente. En l'absence d'une telle demande, les institutions de prévoyance ne peuvent pas décider si le salarié peut être exempté de l'assurance

obligatoire ou non. Le TF estime que cette exigence est justifiée, notamment parce que, pour les assurés, il est important de savoir avant le début des rapports de travail s'ils bénéficient ou non d'une couverture d'assurance LPP en cas d'événement assuré.

Annexes

- **Nouvelle table de valeurs applicable à partir du 1.1.2020 pour le calcul du montant maximal du 3^e pilier a (selon les art. 60a al. 2, OPP 2 et 7, al. 1, let. a, OPP 3) en fonction de l'année de naissance**
- **Chiffres repères 2020 dans la prévoyance professionnelle**
- **Chiffres repères 1985-2020 dans la prévoyance professionnelle**
- **Tableaux 2020 de l'avoir de vieillesse LPP**
- **Taux d'adaptation des rentes de risque de la PP obligatoire, en %**



Table pour le calcul du montant maximal du 3e pilier a (selon les art. 60a, al. 2, OPP 2 et 7, al. 1, let. a, OPP 3) en fonction de l'année de naissance (le processus débute le 1er janvier de l'année des 25 ans)

Année de naissance	Processus débutant le 1er janvier...	Etat le 31 déc. 2013	Etat le 31 déc. 2014	Etat le 31 déc. 2015	Etat le 31 déc. 2016	Etat le 31 déc. 2017	Etat le 31 déc. 2018	Etat le 31 déc. 2019	Etat le 31 déc. 2020
1962 et avant	1987	221'280	231'891	242'717	252'519	261'813	271'199	280'737	290'370
1963	1988	211'742	222'186	232'842	242'521	251'714	260'999	270'435	279'966
1964	1989	202'187	212'465	222'951	232'506	241'599	250'783	260'117	269'544
1965	1990	193'001	203'117	213'440	222'876	231'873	240'959	250'195	259'523
1966	1991	183'579	193'530	203'685	212'999	221'897	230'884	240'019	249'245
1967	1992	174'519	184'312	194'305	203'502	212'305	221'196	230'234	239'363
1968	1993	164'719	174'340	184'159	193'229	201'929	210'717	219'650	228'672
1969	1994	154'877	164'326	173'970	182'913	191'510	200'193	209'021	217'937
1970	1995	145'414	154'698	164'173	172'993	181'491	190'074	198'801	207'615
1971	1996	136'025	145'144	154'452	163'151	171'550	180'034	188'660	197'373
1972	1997	126'996	135'957	145'105	153'686	161'991	170'379	178'909	187'524
1973	1998	118'091	126'897	135'885	144'352	152'563	160'857	169'292	177'810
1974	1999	109'528	118'184	127'020	135'376	143'498	151'701	160'044	168'470
1975	2000	101'212	109'722	118'410	126'658	134'693	142'808	151'062	159'399
1976	2001	93'215	101'585	110'131	118'276	126'227	134'257	142'425	150'676
1977	2002	85'335	93'567	101'973	110'015	117'883	125'830	133'915	142'080
1978	2003	77'758	85'857	94'128	102'072	109'861	117'728	125'731	133'814
1979	2004	70'241	78'209	86'345	94'193	101'903	109'690	117'613	125'615
1980	2005	62'889	70'729	78'734	86'487	94'119	101'829	109'673	117'596
1981	2006	55'581	63'293	71'169	78'826	86'382	94'014	101'780	109'624
1982	2007	48'452	56'038	63'787	71'352	78'834	86'390	94'080	101'847
1983	2008	41'301	48'763	56'385	63'857	71'264	78'745	86'358	94'048
1984	2009	34'343	41'683	49'180	56'563	63'897	71'303	78'843	86'457
1985	2010	27'305	34'522	41'894	49'186	56'445	63'778	71'242	78'780
1986	2011	20'405	27'501	34'751	41'953	49'140	56'400	63'790	71'254
1987	2012	13'521	20'497	27'624	34'737	41'852	49'039	56'355	63'745
1988	2013	6'739	13'596	20'602	27'627	34'672	41'786	49'030	56'347
1989	2014		6'739	13'625	20'563	27'537	34'580	41'752	48'996
1990	2015			6'768	13'621	20'525	27'498	34'599	41'771
1991	2016				6'768	13'604	20'508	27'539	34'640
1992	2017					6'768	13'604	20'566	27'597
1993	2018						6'768	13'662	20'624
1994	2019							6'826	13'720
1995	2020								6'826

Pour un état autre que le 31 décembre, procéder par interpolation linéaire des valeurs au 31 décembre les plus proches.

Paramètres de calcul

Année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Bonification	6'739	6'739	6'768	6'768	6'768	6'768	6'826	6'826
Taux d'intérêt	1.50%	1.75%	1.75%	1.25%	1.00%	1.00%	1.00%	1.00%



Chiffres repères dans la prévoyance professionnelle

MARIE-CLAUDE SOMMER, Secteur Mathématiques

Age de la retraite LPP :	2019		2020	
	65 (hommes, nés en 1954)	64 (femmes, nées en 1955)	65 (hommes, nés en 1955)	64 (femmes, nées en 1956)
1. Rente de vieillesse annuelle de l'AVS				
minimale	14'220		14'220	
maximale	28'440		28'440	
2. Salaire annuel des actifs (données historiques)				
Seuil d'entrée (salaire annuel minimal)	21'330		21'330	
Déduction de coordination	24'885		24'885	
Salaire maximal assuré dans la prévoyance prof. obligatoire	85'320		85'320	
Salaire coordonné minimal	3'555		3'555	
Salaire coordonné maximal	60'435		60'435	
Salaire maximal assurable dans la prévoyance professionnelle	853'200		853'200	
3. Avoir de vieillesse LPP (AV)				
Taux d'intérêt minimal LPP (données historiques)	1,0%		1,0%	
AV min. à l'âge de retraite LPP	20'479	21'174	20'811	21'492
<i>en % du salaire coordonné</i>	576,1%	595,6%	585,4%	604,6%
AV max. à l'âge de retraite LPP	337'467	348'464	343'396	354'179
<i>en % du salaire coordonné</i>	558,4%	576,6%	568,2%	586,0%
4. Rentes annuelles de vieillesse LPP et expectatives de survivants du rentier resp. de la rentière				
Taux de conversion de la rente à l'âge de la retraite LPP	6,80%	6,80%	6,80%	6,80%
Rente min. à l'âge de la retraite LPP	1'393	1'440	1'415	1'461
<i>en % du salaire coordonné</i>	39,2%	40,5%	39,8%	41,1%
Rente min. expectative de veuve, de veuf	836	864	849	877
Rente min. expectative d'orphelin	279	288	283	292
Rente max. à l'âge de la retraite LPP	22'948	23'696	23'351	24'084
<i>en % du salaire coordonné</i>	38,0%	39,2%	38,6%	39,9%
Rente max. expectative de veuve, de veuf	13'769	14'218	14'011	14'450
Rente max. expectative d'orphelin	4'590	4'739	4'670	4'817
5. Versement en espèces des prestations				
Montant-limite de l'avoir de vieillesse pour le versement en espèces	20'900		20'900	
6. Adaptation au renchérissement des rentes de risque LPP avant la retraite (données historiques)				
pour la première fois après une durée de 3 ans	1,5%		1,8%	
après une durée supplémentaire de 2 ans	-			
après une durée supplémentaire de 1 an	-			
Nouvelles rentes nées en 2010, 2013 et 2014			0,1%	
7 Cotisations au Fonds de garantie LPP				
au titre de subsides pour structure d'âge défavorable	0,120%		0,120%	
au titre de prestations pour insolvabilité et d'autres prestations	0,005%		0,005%	
Limite du salaire maximale pour la garantie des prestations	127'980		127'980	
8. Prévoyance professionnelle obligatoire des personnes au chômage				
Seuil d'entrée (salaire journalier minimal)	81,90		81,90	
Déduction de coordination journalière	95,55		95,55	
Salaire journalier maximal	327,65		327,65	
Salaire journalier coordonné minimal	13,65		13,65	
Salaire journalier coordonné maximal	232,10		232,10	
9. Montants-limites non imposables du pilier 3a des actifs				
Montant-limite supérieur du pilier 3a, si affiliation au 2e pilier	6'826		6'826	
Montant-limite supérieur du pilier 3a, sans affiliation au 2e pilier	34'128		34'128	

Chiffres repères dans la prévoyance professionnelle

Les données annuelles dès 1985 sont disponibles sur le site internet de l'OFAS:

<https://www.bsv.admin.ch/bsv/fr/home/assurances-sociales/bv/grundlagen-und-gesetze/grundlagen.html>

Breve explication des chiffres repères :	art.
1. La rente AVS minimale correspond à la moitié de la rente AVS maximale.	34 LAVS 34 al. 3 LAVS
2. Les salariés auxquels un même employeur verse un salaire annuel supérieur au salaire minimal annuel sont soumis à l'assurance obligatoire pour les risques de décès et d'invalidité dès le 1 ^{er} janvier qui suit leur 17 ^{ème} anniversaire et pour la vieillesse dès le 1 ^{er} janvier qui suit leur 24 ^{ème} anniversaire. Dès le 1.1.2005, le seuil d'entrée correspond aux ¾ de la rente AVS maximale, la déduction de coordination aux 7/8, le salaire coordonné minimal au 1/8 et le salaire coordonné maximal aux 17/8 de la rente AVS maximale. Le salaire assurable dans la prévoyance professionnelle est limité au décuple du salaire maximal assuré dans la prévoyance professionnelle obligatoire.	2 LPP 7 al. 1 et 2 LPP 8 al. 1 LPP 8 al. 2 LPP 46 LPP 79c LPP
3. L'avoir de vieillesse comprend les bonifications de vieillesse accumulées durant la période d'affiliation à la caisse de pension et celui versé par les institutions précédentes, avec les intérêts (taux d'intérêt minimal).	15 LPP 16 LPP 12 OPP2 13 al. 1 LPP 62a OPP2
4. La rente de vieillesse est calculée en pour-cent de l'avoir de vieillesse (taux de conversion) que l'assuré a acquis à l'âge de la retraite. Rente de vieillesse LPP minimale resp. maximale : droit aux prestations qu'a une personne assurée sans interruption depuis 1985, pour un salaire coordonné toujours minimal resp. toujours maximal. La rente de veuve resp. de veuf s'élève à 60% et la rente d'enfant à 20% de la rente de vieillesse. Les prestations risque sont calculées sur la base de l'avoir de vieillesse acquis et projeté jusqu'à l'âge de retraite.	14 LPP 62c OPP2 et dispo. transitoires let. a 18, 19, 21, 22 LPP 18, 20, 21, 22 LPP
5. A la place d'une rente, l'institution de prévoyance peut verser une prestation en capital lorsque la rente de vieillesse ou d'invalidité est inférieure à 10 % de la rente de vieillesse minimale de l'AVS resp. inférieure à 6 % pour la rente de veuve et de veuf et à 2 % pour la rente d'orphelin. Dès 2005, l'assuré peut demander le quart de son avoir de vieillesse LPP sous forme de capital.	37 al. 3 LPP 37 al. 2 LPP
6. Les rentes de risque, à savoir les rentes de survivants et les rentes d'invalidité, sont obligatoirement adaptées au renchérissement jusqu'à 65 pour les hommes et 64 ans pour les femmes. Ces rentes sont adaptées à l'évolution des prix pour la première fois normalement après une durée de 3 ans, au début de l'année civile suivante. Les adaptations suivantes sont effectuées à la même date que celles des rentes de l'AVS.	36 al.1 LPP
7. Le fonds de garantie assume entre autres la tâche suivante : il garantit, jusqu'à une limite maximale de salaire, les prestations réglementaires qui vont au-delà des prestations légales et qui sont dues par des institutions de prévoyance devenues insolubles (www.sfbvg.ch).	14, 18 OFG 15 OFG 16 OFG 56 al. 1c, 2 , LPP
8. Dès le 1.1.1997, les bénéficiaires d'indemnités journalières de l'assurance chômage sont soumis à l'assurance obligatoire de la PP en ce qui concerne les risques de décès et d'invalidité. Les montants-limites prévus aux articles 2, 7 et 8 LPP doivent être convertis en montants journaliers. Ils s'obtiennent en divisant les montants-limites annuels par 260,4 ou le gain mensuel par 21,7.	2 al.3 LPP 40a OACI
9. Montants maximaux selon l'ordonnance sur les déductions admises fiscalement pour des cotisations versées à des formes reconnues de prévoyance: contrat de prévoyance liée conclu avec les établissements d'assurances et convention de prévoyance liée conclue avec les fondations bancaires.	7 al. 1 OPP3

2. Salaire selon la LPP, en francs (données historiques)

Année	Seuil d'entrée Salaire minimal	Déduction de coordination	Salaire AVS annuel maximal assuré	Salaire coordonné (assuré) LPP	
				minimal	maximal
1985	16'560	16'560	49'680	2'070	33'120
1986/1987	17'280	17'280	51'840	2'160	34'560
1988/1989	18'000	18'000	54'000	2'250	36'000
1990/1991	19'200	19'200	57'600	2'400	38'400
1992	21'600	21'600	64'800	2'700	43'200
1993/1994	22'560	22'560	67'680	2'820	45'120
1995/1996	23'280	23'280	69'840	2'910	46'560
1997/1998	23'880	23'880	71'640	2'985	47'760
1999/2000	24'120	24'120	72'360	3'015	48'240
2001/2002	24'720	24'720	74'160	3'090	49'440
2003/2004	25'320	25'320	75'960	3'165	50'640
2005/2006	19'350	22'575	77'400	3'225	54'825
2007/2008	19'890	23'205	79'560	3'315	56'355
2009/2010	20'520	23'940	82'080	3'420	58'140
2011/2012	20'880	24'360	83'520	3'480	59'160
2013/2014	21'060	24'570	84'240	3'510	59'670
2015-2018	21'150	24'675	84'600	3'525	59'925
2019-2020	21'330	24'885	85'320	3'555	60'435

[retour](#)

3. Taux d'intérêt minimal LPP, en pour-cent (données historiques)

Année	Taux d'intérêt minimal LPP (en pour-cent)
1985-2002	4,00
2003	3,25
2004	2,25
2005-2007	2,50
2008	2,75
2009-2011	2,00
2012-2013	1,50
2014-2015	1,75
2016	1,25
2017-2020	1,00

[retour](#)

6. Adaptation au renchérissement des rentes de risque LPP (données historiques)

Année	Taux d'adaptation au renchérissement en pour-cent après une durée de		
	1 ^{ère} adaptation normalement après 3 ans	Adaptation subséquente après	
		2 ans	1 an
1985-1988	*	*	*
1989	4,3 %	*	*
1990	7,2 %	*	3,4 %
1991	11,9 %	*	*
1992	15,9 %	12,1 %	5,7 %
1993	16,0 %	*	3,5 %
1994	13,1 %	*	*
1995	7,7 %	4,1 %	0,6 %
1996	6,2 %	*	*
1997	3,2 %	2,6 %	0,6 %
1998	3,0 %	*	*
1999	1,0 %	0,5 %	0,1 %
2000	1,7 %	*	*
2001	2,7 %	2,7 %	1,4 %
2002	3,4 %	*	*
2003	2,6 %	1,2 %	0,5 %
2004	1,7 %	*	*
2005	1,9 %	1,4 %	0,9 %
2006	2,8 %	*	*
2007	3,1 %	2,2 %	0,8 %
2008	3,0 %	*	*
2009	4,5 %	3,7 %	2,9 %
2010	2,7 %	*	*
2011	2,3 %	-	0,3 %
2012	-	*	*
2013	0,4 %	-	-
2014	-	*	*
2015	-	-	-
2016-2018	-	*	*
2019	1,5 %	-	-
2020	1,8 % 0,1% pour les nouvelles rentes nées en 2010, 2013, 2014	*	*

* L'adaptation subséquente des rentes de risque LPP a lieu en même temps que l'adaptation des rentes de l'AVS, ce qui n'est pas le cas cette année.

- Pas d'adaptation des rentes de risques LPP car l'indice des prix n'a pas augmenté depuis le premier versement de la rente resp. depuis la dernière adaptation.

[retour](#)



Chiffres repères dans la prévoyance professionnelle

Marie-Claude Sommer, secteur Mathématiques, MASS, Office fédéral des assurances sociales, Berne

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002		2003		2004		
																			f:62/h:65	f:63	f:62/h:65	f:63	f:62/h:65	f:63
1 Rente annuelle de vieillesse de l'AVS																								
minimale	8'280	8'640	8'640	9'000	9'000	9'600	9'600	10'800	11'280	11'280	11'640	11'640	11'940	11'940	12'060	12'060	12'360	12'360	12'360	12'660	12'660	12'660	12'660	
maximale	16'560	17'280	17'280	18'000	18'000	19'200	19'200	21'600	22'560	22'560	23'280	23'280	23'880	23'880	24'120	24'120	24'720	24'720	24'720	25'320	25'320	25'320	25'320	
2 Salaire																								
Seuil d'entrée (salaire minimal annuel)	16'560	17'280	17'280	18'000	18'000	19'200	19'200	21'600	22'560	22'560	23'280	23'280	23'880	23'880	24'120	24'120	24'720	24'720	24'720	25'320	25'320	25'320	25'320	
Déduction de coordination	16'560	17'280	17'280	18'000	18'000	19'200	19'200	21'600	22'560	22'560	23'280	23'280	23'880	23'880	24'120	24'120	24'720	24'720	24'720	25'320	25'320	25'320	25'320	
Salaire maximal assuré dans la prévoyance prof. obligatoire	49'680	51'840	51'840	54'000	54'000	57'600	57'600	64'800	67'680	67'680	69'840	69'840	71'640	71'640	72'360	72'360	74'160	74'160	74'160	75'960	75'960	75'960	75'960	
Salaire coordonné minimal	2'070	2'160	2'160	2'250	2'250	2'400	2'400	2'700	2'820	2'820	2'910	2'910	2'985	2'985	3'015	3'015	3'090	3'090	3'090	3'165	3'165	3'165	3'165	
Salaire coordonné maximal	33'120	34'560	34'560	36'000	36'000	38'400	38'400	43'200	45'120	45'120	46'560	46'560	47'760	47'760	48'240	48'240	49'440	49'440	49'440	50'640	50'640	50'640	50'640	
3 Avoir de vieillesse LPP (AV)																								
Taux d'intérêt minimal LPP	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	3.25%	3.25%	2.25%	2.25%	
AV minimal à l'âge de la retraite (h:65,f:62 et 63 ans)	269	561	972	1'416	1'878	2'385	2'912	3'514	4'162	4'836	5'553	6'237	6'957	7'671	8'423	9'198	10'010	10'859	10'966	11'658	11'782	12'361	12'490	
AV minimal à la retraite avec les BCU	538	1'122	1'944	2'832	3'756	4'770	5'824	7'028	8'324	9'672	11'106	12'474	13'914	15'342	16'846	18'396	20'020	21'718	21'932	23'316	23'564	24'722	24'980	
en % du salaire minimal coordonné	26.0%	51.9%	90.0%	125.9%	166.9%	198.8%	242.7%	260.3%	295.2%	343.0%	381.6%	428.7%	466.1%	514.0%	558.7%	610.1%	647.9%	702.8%	709.8%	736.7%	744.5%	781.1%	789.3%	
AV maximal à la retraite (h:65,f:62 et 63 ans)	4'306	8'971	15'551	22'653	30'039	38'153	46'591	56'231	66'602	77'388	88'864	99'779	111'300	122'753	134'686	147'096	160'106	173'634	175'409	186'410	188'392	197'686	199'719	
en % du salaire maximal coordonné	13.0%	26.0%	45.0%	62.9%	83.4%	99.4%	121.3%	130.2%	147.6%	171.5%	190.9%	214.3%	233.0%	257.0%	279.2%	304.9%	323.8%	351.2%	354.8%	368.1%	372.0%	390.4%	394.4%	
4 Bonifications complémentaires uniques (BCU) pour la génération d'entrée																								
Limite inf. du sal. pour les BCU	6'680	6'970	6'970	7'260	7'260	7'740	7'740	8'700	9'120	9'120	9'360	9'360	9'600	9'600	9'720	9'720	9'960	9'960	9'960	10'200	10'200	10'200	10'200	
Montant min. de l'AV à la retraite (h:65,f:62 et 63 ans)	870	1'812	3'138	4'572	6'060	7'692	9'390	11'334	13'434	15'618	17'928	20'106	22'428	24'756	27'162	29'670	32'298	35'034	35'382	37'614	38'010	39'876	40'296	
Limite sup. du sal. pour les BCU	13'360	13'940	13'940	14'520	14'520	15'480	15'480	17'400	18'240	18'240	18'720	18'720	19'200	19'200	19'440	19'440	19'920	19'920	19'920	20'400	20'400	20'400	20'400	
Montant max. de l'AV à la retraite (h:65,f:62 et 63 ans)	1'740	3'624	6'276	9'144	12'120	15'384	18'780	22'668	26'868	31'236	35'856	40'212	44'856	49'512	54'324	59'340	64'596	70'068	70'764	75'228	76'020	79'752	80'592	
5 Rente de vieillesse et expectatives de survivants LPP																								
Taux de conversion minimum LPP	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	>7.2%	7.20%	>7.2%	7.20%	
Rente annuelle de vieillesse min. à la retraite (h:65,f:62 et 63)	39	81	140	204	270	343	419	506	599	696	800	898	1'002	1'105	1'213	1'325	1'441	1'564	1'579	1'679	1'696	1'780	1'799	
en % du salaire minimal coordonné	1.9%	3.8%	6.5%	9.1%	12.0%	14.3%	17.5%	18.7%	21.2%	24.7%	27.5%	30.9%	33.6%	37.0%	40.2%	43.9%	46.6%	50.6%	51.1%	53.0%	53.6%	56.2%	56.8%	
Rente annuelle minimal expectative de veuve	23	49	84	122	162	206	251	304	359	418	480	539	601	663	728	794	865	938	938	1'007	1'007	1'068	1'068	
Rente annuelle minimal expectative d'orphelin	8	16	28	41	54	69	84	101	120	139	160	180	200	221	243	265	288	313	313	336	336	356	356	
Rente annuelle de vieillesse max. à la retraite (h:65,f:62 et 63)	310	646	1'120	1'631	2'163	2'747	3'355	4'049	4'795	5'572	6'398	7'184	8'014	8'838	9'697	10'591	11'528	12'502	12'629	13'422	13'564	14'233	14'380	
en % du salaire maximal coordonné	0.9%	1.9%	3.2%	4.5%	6.0%	7.2%	8.7%	9.4%	10.6%	12.3%	13.7%	15.4%	16.8%	18.5%	20.1%	22.0%	23.3%	25.3%	25.6%	26.5%	26.8%	28.1%	28.4%	
Rente annuelle maximal expectative de veuve	186	388	672	979	1'298	1'648	2'013	2'429	2'877	3'343	3'839	4'310	4'808	5'303	5'818	6'355	6'917	7'501	7'501	8'053	8'053	8'540	8'540	
Rente annuelle maximal expectative d'orphelin	62	129	224	326	433	549	671	810	959	1'114	1'280	1'437	1'603	1'768	1'939	2'118	2'306	2'500	2'500	2'684	2'684	2'847	2'847	
6 Versement des prestations en espèces																								
Montant-limite de l'avoir de vieillesse	11'500	12'000	12'000	12'500	12'500	13'300	13'300	15'000	15'700	15'700	16'200	16'200	16'600	16'600	16'800	16'800	17'100	17'100	17'100	17'500	17'500	17'500	17'500	
7 Adaptation au renchérissement des rentes risque LPP																								
pour la 1ère fois après 3 ans					4.3%	7.2%	11.9%	15.9%	16.0%	13.1%	7.7%	6.2%	3.2%	3.0%	1.0%	1.7%	2.7%	3.4%	3.4%	2.6%	2.6%	1.7%	1.7%	
après 2 ans supplémentaires								12.1%			4.1%		2.6%		0.5%		2.7%			1.2%	1.2%			
après 1 an supplémentaire						3.4%		5.7%	3.5%		0.6%		0.6%		0.1%		1.4%			0.5%	0.5%			
8 Cotisation au Fonds de garantie LPP																								
Subside pour structure d'âge défavorable	-	-	0.20%	0.20%	0.20%	0.04%	0.04%	0.04%	0.04%	0.04%	0.04%	0.04%	0.06%	0.10%	0.10%	0.05%	0.05%	0.05%	0.05%	0.06%	0.06%	0.06%	0.06%	
Prestation pour insolvabilité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.03%	0.03%	0.03%	0.03%	0.04%	0.04%	0.04%	0.04%	
Limite du salaire maximal pour la garantie des prestations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	107'460	107'460	108'540	108'540	111'240	111'240	111'240	113'940	113'940	113'940	
9 PP obligatoire des personnes au chômage																								
Seuil d'entrée (salaire journalier minimal)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	91.70	91.70	92.60	92.60	94.90	94.90	94.90	97.25	97.25	97.25	
Déduction de coordination journalière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	91.70	91.70	92.60	92.60	94.90	94.90	94.90	97.25	97.25	97.25	
Salaire journalier maximal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	275.10	275.10	277.90	277.90	284.80	284.80	284.80	291.70	291.70	291.70	
Salaire journalier coordonné minimal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11.50	11.50	11.60	11.60	11.90	11.90	11.90	12.15	12.15	12.15	
Salaire journalier coordonné maximal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	183.40	183.40	185.30	185.30	189.90	189.90	189.90	194.45	194.45	194.45	
10 Montant limites non imposable du pilier 3a																								
Montant-limite supérieur si affiliation au 2e pilier	-	-	4'147	4'320	4'320	4'608	4'608	5'184	5'414	5'414	5'587	5'587	5'731	5'731	5'789	5'789	5'933	5'933	5'933	6'077	6'077	6'077	6'077	
Montant-limite supérieur sans affiliation au 2e pilier	-	-	20'736	21'600	21'600	23'040	23'040	25'920	27'072	27'072	27'936	27'936	28'656	28'656	28'944	28'944	29'664	29'664	29'664	30'384	30'384	30'384	30'384	

h: hommes, f: femmes

Chiffres repères dans la prévoyance professionnelle

Marie-Claude Sommer, secteur Mathématiques MASS, Office fédéral des assurances sociales, Berne

	2005*		2006		2007		2008		2009		2010		2011		2012		2013		2014	
	h:65	f:63	h:65	f:64	h:65	f:64	h:65	f:64	h:65	f:64	h:65	f:64	h:65	f:64	h:65	f:64	h:65	f:64	h:65	f:64
1 Rente annuelle de vieillesse de l'AVS																				
minimale	12'900	12'900	12'900	12'900	13'260	13'260	13'260	13'260	13'680	13'680	13'680	13'680	13'920	13'920	13'920	13'920	14'040	14'040	14'040	14'040
maximale	25'800	25'800	25'800	25'800	26'520	26'520	26'520	26'520	27'360	27'360	27'360	27'360	27'840	27'840	27'840	27'840	28'080	28'080	28'080	28'080
2 Salaire																				
Seuil d'entrée (salaire minimal annuel)	19'350	19'350	19'350	19'350	19'890	19'890	19'890	19'890	20'520	20'520	20'520	20'520	20'880	20'880	20'880	20'880	21'060	21'060	21'060	21'060
Déduction de coordination	22'575	22'575	22'575	22'575	23'205	23'205	23'205	23'205	23'940	23'940	23'940	23'940	24'360	24'360	24'360	24'360	24'570	24'570	24'570	24'570
Salaire maximal assuré dans la prévoyance prof. obligatoire	77'400	77'400	77'400	77'400	79'560	79'560	79'560	79'560	82'080	82'080	82'080	82'080	83'520	83'520	83'520	83'520	84'240	84'240	84'240	84'240
Salaire coordonné minimal	3'225	3'225	3'225	3'225	3'315	3'315	3'315	3'315	3'420	3'420	3'420	3'420	3'480	3'480	3'480	3'480	3'510	3'510	3'510	3'510
Salaire coordonné maximal	54'825	54'825	54'825	54'825	56'355	56'355	56'355	56'355	58'140	58'140	58'140	58'140	59'160	59'160	59'160	59'160	59'670	59'670	59'670	59'670
Salaire maximal assurable dans la prévoyance professionnelle	-	-	774'000	774'000	795'600	795'600	795'600	795'600	820'800	820'800	820'800	820'800	835'200	835'200	835'200	835'200	842'400	842'400	842'400	842'400
3 Avoir de vieillesse LPP (AV)																				
Taux d'intérêt minimal LPP	2.50%	2.50%	2.50%	2.50%	2.50%	2.50%	2.75%	2.75%	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%	1.50%	1.50%	1.50%	1.50%	1.75%	1.75%
AV minimal à l'âge de la retraite (h:65,f:64)	13'125	13'251	13'860	14'163	14'632	14'982	15'277	15'808	15'845	16'560	16'422	17'139	17'012	17'730	17'540	18'259	18'061	18'794	18'629	19'389
AV maximal à la retraite (h:65,f:64)	210'492	212'497	222'868	227'678	235'838	241'408	246'794	255'289	256'484	267'982	266'455	277'904	276'686	288'171	285'825	297'323	294'876	306'598	304'692	316'859
5 Rente de vieillesse et expectatives de survivants LPP																				
Taux de conversion minimum LPP	7.15%	7.20%	7.10%	7.20%	7.10%	7.15%	7.05%	7.10%	7.05%	7.00%	7.00%	6.95%	6.95%	6.90%	6.90%	6.85%	6.85%	6.80%	6.80%	6.80%
Rente annuelle de vieillesse min. à la retraite (h:65,f:64)	938	957	984	1'020	1'039	1'071	1'077	1'122	1'117	1'159	1'150	1'191	1'182	1'223	1'210	1'251	1'237	1'278	1'267	1'318
en % du salaire minimal coordonné	29.1%	29.6%	30.5%	31.6%	31.3%	32.3%	32.5%	33.9%	32.7%	33.9%	33.6%	34.8%	34.0%	35.1%	34.8%	35.9%	35.2%	36.4%	36.1%	37.6%
Rente annuelle minimale expectative de veuve, de veuf	563	572	590	612	623.0	643.0	646.2	673.4	670	695	690	715	709	734	726	750	742	767	760	791
Rente annuelle minimale expectative d'orphelin	188	191	197	204	208.0	214.0	215.4	224.5	223	232	230	238	236	245	242	250	247	256	253	264
Rente annuelle de vieillesse max. à la retraite (h:65,f:64)	15'050	15'300	15'824	16'393	16'745	17'261	17'399	18'126	18'082	18'759	18'652	19'314	19'230	19'884	19'722	20'367	20'199	20'849	20'719	21'546
en % du salaire maximal coordonné	27.5%	27.9%	28.9%	29.9%	29.7%	30.6%	30.9%	32.2%	31.1%	32.3%	32.1%	33.2%	32.5%	33.6%	33.3%	34.4%	33.9%	34.9%	34.7%	36.1%
Rente annuelle maximale expectative de veuve, de veuf	9'030	9'180	9'494	9'836	10'047	10'357	10'439	10'875	10'849	11'255	11'191	11'589	11'538	11'930	11'833	12'220	12'119	12'509	12'431	12'928
Rente annuelle maximale expectative d'orphelin	3'010	3'060	3'165	3'279	3'349	3'452	3'480	3'625	3'616	3'752	3'730	3'863	3'846	3'977	3'944	4'073	4'040	4'170	4'144	4'309
6 Versement des prestations en espèces																				
Montant-limite de l'avoir de vieillesse	18'000	17'900	18'100	17'900	18'600	18'500	18'800	18'600	19'400	19'500	19'500	19'600	20'000	20'100	20'100	20'300	20'500	20'600	20'600	20'600
7 Adaptation au renchérissement des rentes risque LPP	(- signifie pas d'adaptation des rentes car l'indice des prix n'a pas augmenté depuis le premier versement de la rente resp. depuis la dernière adaptation)																			
pour la 1ère fois après 3 ans	1.9%	1.9%	2.8%	3.1%	3.1%	3.0%	3.0%	4.5%	4.5%	2.7%	2.7%	2.3%	2.3%	-	-	0.4%	0.4%	-	-	
après 2 ans supplémentaires	1.4%	1.4%		2.2%	2.2%			3.7%	3.7%			-	-			-	-			
après 1 an supplémentaire	0.9%	0.9%		0.8%	0.8%			2.9%	2.9%			0.3%	0.3%			-	-			
8 Cotisation au Fonds de garantie LPP																				
Subside pour structure d'âge défavorable	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.08%	0.08%	0.08%	0.08%
Prestation pour insolvabilité	0.03%	0.03%	0.03%	0.03%	0.02%	0.02%	0.02%	0.02%	0.02%	0.02%	0.02%	0.02%	0.01%	0.01%	0.01%	0.01%	0.01%	0.01%	0.005%	0.005%
Limite du salaire maximal pour la garantie des prestations	116'100	116'100	116'100	116'100	119'340	119'340	119'340	119'340	123'120	123'120	123'120	123'120	125'280	125'280	125'280	125'280	126'360	126'360	126'360	126'360
9 PP obligatoire des personnes au chômage																				
Seuil d'entrée (salaire journalier minimal)	74.30	74.30	74.30	74.30	76.40	76.40	76.40	76.40	78.80	78.80	78.80	78.80	80.20	80.20	80.20	80.20	80.90	80.90	80.90	80.90
Déduction de coordination journalière	86.70	86.70	86.70	86.70	89.10	89.10	89.10	89.10	91.95	91.95	91.95	91.95	93.55	93.55	93.55	93.55	94.35	94.35	94.35	94.35
Salaire journalier maximal	297.25	297.25	297.25	297.25	305.55	305.55	305.55	305.55	315.20	315.20	315.20	315.20	320.75	320.75	320.75	320.75	323.50	323.50	323.50	323.50
Salaire journalier coordonné minimal	12.40	12.40	12.40	12.40	12.75	12.75	12.75	12.75	13.15	13.15	13.15	13.15	13.35	13.35	13.35	13.35	13.50	13.50	13.50	13.50
Salaire journalier coordonné maximal	210.55	210.55	210.55	210.55	216.40	216.40	216.40	216.40	223.25	223.25	223.25	223.25	227.20	227.20	227.20	227.20	229.15	229.15	229.15	229.15
10 Montant limites non imposable du pilier 3a																				
Montant-limite supérieur si affiliation au 2e pilier	6'192	6'192	6'192	6'192	6'365	6'365	6'365	6'365	6'566	6'566	6'566	6'566	6'682	6'682	6'682	6'682	6'739	6'739	6'739	6'739
Montant-limite supérieur sans affiliation au 2e pilier	30'960	30'960	30'960	30'960	31'824	31'824	31'824	31'824	32'832	32'832	32'832	32'832	33'408	33'408	33'408	33'408	33'696	33'696	33'696	33'696

h: hommes, f: femmes

* 01.01.2005 : entrée en vigueur de la 1ère révision de la LPP. Nouvelle définition du seuil d'entrée et de la déduction de coordination (2) et suppression des BCU (4)



Chiffres repères dans la prévoyance professionnelle

Marie-Claude Sommer, secteur Mathématiques MASS, Office fédéral des assurances sociales, Berne

	2015		2016		2017		2018		2019		2020	
	h:65	f:64	h:65	f:64	h:65	f:64	h:65	f:64	h:65	f:64	h:65	f:64
1 Rente annuelle de vieillesse de l'AVS												
minimale	14'100		14'100		14'100		14'100		14'220		14'220	
maximale	28'200		28'200		28'200		28'200		28'440		28'440	
2 Salaire												
Seuil d'entrée (salaire minimal annuel)	21'150		21'150		21'150		21'150		21'330		21'330	
Déduction de coordination	24'675		24'675		24'675		24'675		24'885		24'885	
Salaire maximal assuré dans la prévoyance prof. obligatoire	84'600		84'600		84'600		84'600		85'320		85'320	
Salaire coordonné minimal	3'525		3'525		3'525		3'525		3'555		3'555	
Salaire coordonné maximal	59'925		59'925		59'925		59'925		60'435		60'435	
Salaire maximal assurable dans la prévoyance professionnelle	846'000		846'000		846'000		846'000		853'200		853'200	
3 Avoir de vieillesse LPP (AV)												
Taux d'intérêt minimal LPP	1.75%		1.25%		1.00%		1.00%		1.00%		1.00%	
AV minimal à l'âge de la retraite (h:65,f:64)	19'215	19'858	19'552	20'232	19'851	20'568	20'157	20'865	20'479	21'174	20'811	21'492
AV maximal à la retraite (h:65,f:64)	314'825	324'992	320'820	331'587	326'201	337'558	331'701	342'917	337'467	348'464	343'396	354'179
5 Rente de vieillesse et expectatives de survivants LPP												
Taux de conversion minimum LPP	6.80%		6.80%		6.80%		6.80%		6.80%		6.80%	
Rente annuelle de vieillesse min. à la retraite (h:65,f:64)	1'307	1'350	1'330	1'376	1'350	1'399	1'371	1'419	1'393	1'440	1'415	1'461
en % du salaire minimal coordonné	37.1%	38.3%	37.7%	39.0%	38.3%	39.7%	38.9%	40.3%	39.2%	40.5%	39.8%	41.1%
Rente annuelle minimale expectative de veuve, de veuf	784	810	798	825	810	839	823	851	836	864	849	877
Rente annuelle minimale expectative d'orphelin	261	270	266	275	270	280	274	284	279	288	283	292
Rente annuelle de vieillesse max. à la retraite (h:65,f:64)	21'408	22'099	21'816	22'548	22'182	22'954	22'556	23'318	22'948	23'696	23'351	24'084
en % du salaire maximal coordonné	35.7%	36.9%	36.4%	37.6%	37.0%	38.3%	37.6%	38.9%	38.0%	39.2%	38.6%	39.9%
Rente annuelle maximale expectative de veuve, de veuf	12'845	13'260	13'089	13'529	13'309	13'772	13'534	13'991	13'769	14'218	14'011	14'450
Rente annuelle maximale expectative d'orphelin	4'282	4'420	4'363	4'510	4'436	4'591	4'511	4'664	4'590	4'739	4'670	4'817
6 Versement des prestations en espèces												
Montant-limite de l'avoir de vieillesse	20'700		20'700		20'700		20'700		20'900		20'900	
7 Adaptation au renchérissement des rentes risque LPP	(- signifie pas d'adaptation des rentes car l'indice des prix n'a pas augmenté depuis le premier versement de la rente resp. depuis la dernière adaptation)											
pour la 1ère fois après 3 ans	-		-		-		-		1.5%		1.8%	
après 2 ans supplémentaires	-		-		-		-		-		-	
après 1 an supplémentaire	-		-		-		-		-		-	
Nouvelles rentes nées en 2010, 2013 et 2014											0.1%	
8 Cotisation au Fonds de garantie LPP												
Subside pour structure d'âge défavorable	0.08%		0.08%		0.10%		0.10%		0.12%		0.12%	
Prestation pour insolvabilité	0.005%		0.005%		0.005%		0.005%		0.005%		0.005%	
Limite du salaire maximal pour la garantie des prestations	126'900		126'900		126'900		126'900		127'980		127'980	
9 PP obligatoire des personnes au chômage												
Seuil d'entrée (salaire journalier minimal)	81.20		81.20		81.20		81.20		81.90		81.90	
Déduction de coordination journalière	94.75		94.75		94.75		94.75		95.55		95.55	
Salaire journalier maximal	324.90		324.90		324.90		324.90		327.65		327.65	
Salaire journalier coordonné minimal	13.55		13.55		13.55		13.55		13.65		13.65	
Salaire journalier coordonné maximal	230.15		230.15		230.15		230.15		232.10		232.10	
10 Montant limites non imposable du pilier 3a												
Montant-limite supérieur si affiliation au 2e pilier	6'768		6'768		6'768		6'768		6'826		6'826	
Montant-limite supérieur sans affiliation au 2e pilier	33'840		33'840		33'840		33'840		34'128		34'128	

h: hommes, f: femmes



Tableaux de l'avoir de vieillesse LPP

Les tableaux suivants indiquent en cas d'assujettissement ininterrompu à la LPP dès le 1^{er} janvier de l'année civile qui suit le 24^{ème} anniversaire (début du processus d'épargne), au plus tôt dès le 1^{er} janvier 1985, **l'avoir de vieillesse LPP minimal et maximal** acquis à la fin de chacune des années civiles depuis 1985 pour les hommes et les femmes, selon leur âge atteint en 2020 (différence entre 2020 et l'année de naissance). L'avoir de vieillesse minimal est celui d'une personne ayant été assurée chaque année pour le salaire coordonné minimal alors que l'avoir de vieillesse maximal, celui d'une personne assurée chaque année pour le salaire coordonné maximal prévu par la loi.

Pour connaître la situation personnelle exacte d'un assuré, il faut toujours consulter son compte-témoin LPP tenu par l'institution de prévoyance.

Les tableaux suivants permettent pourtant d'**estimer** l'avoir de vieillesse acquis au 31 décembre 1985 à 2020. Ceci peut par exemple être utile pour

- estimer le niveau d'une nouvelle rente d'invalidité resp. des rentes de survivants puisqu'en connaissant l'avoir de vieillesse acquis LPP, il est aisé de déterminer l'avoir de vieillesse projeté à l'âge de la retraite et donc la rente d'invalidité LPP ;
- déterminer la part LPP dans les institutions de prévoyance enveloppantes (les prestations de prévoyance vont au-delà des prestations minimales LPP) ;
- contrôler l'ordre de grandeur de l'avoir de vieillesse LPP en cas de libre passage, de divorce, de demande pour l'encouragement à la propriété du logement ;
- approximer la valeur du rachat maximal possible lors de l'entrée dans une institution de prévoyance dont le plan est calqué sur le minimum LPP.

Des exemples d'utilisation de ces tableaux sont donnés dans le document « Quelques aspects techniques de la prévoyance professionnelle obligatoire » disponible sur notre site internet à l'adresse (données de base/informations complémentaires):

<https://www.bsv.admin.ch/bsv/fr/home/assurances-sociales/bv/grundlagen-und-gesetze/grundlagen.html>

Avant la première révision de la LPP, entre 1985 et 2004, l'échelonnement des taux de bonification des hommes et des femmes était différent. Pour cette raison les valeurs des hommes et celles des femmes diffèrent partiellement.

Selon le niveau de salaire assuré, l'avoir de vieillesse individuel se trouvera entre la valeur minimale et la valeur maximale mentionnées dans les tableaux qui suivent.



Avoirs de vieillesse LPP au 31 décembre: Valeurs minimales pour les hommes

Age en 2020	Avoir de vieillesse LPP: valeurs minimales pour les hommes au 31 décembre																					
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
28	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
32	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
33	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
34	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
35	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
36	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
37	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	226
40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	226	457
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	222	453	690
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	222	448	685	928
43	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	216	445	676	919	1'168
44	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	216	441	677	914	1'163	1'417
45	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	211	436	670	913	1'155	1'410	1'671
46	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	211	431	664	907	1'158	1'406	1'666	1'934
47	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	209	428	657	899	1'151	1'410	1'664	1'931	2'205
48	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	209	426	654	892	1'144	1'406	1'673	1'932	2'206	2'487
49	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	204	421	647	883	1'130	1'391	1'663	1'939	2'204	2'485	2'870
50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	204	416	641	876	1'122	1'378	1'649	1'931	2'216	2'487	2'872	3'266
51	0	0	0	0	0	0	0	0	0	197	409	629	863	1'107	1'362	1'627	1'909	2'202	2'495	2'867	3'261	3'665
52	0	0	0	0	0	0	0	0	197	403	623	851	1'094	1'347	1'612	1'887	2'179	2'483	2'880	3'261	3'665	4'079
53	0	0	0	0	0	0	0	189	394	607	835	1'072	1'324	1'586	1'860	2'146	2'448	2'855	3'264	3'654	4'068	4'492
54	0	0	0	0	0	0	168	364	576	796	1'032	1'277	1'537	1'807	2'090	2'385	2'789	3'210	3'631	4'029	4'452	4'886
55	0	0	0	0	0	168	343	545	765	993	1'236	1'489	1'758	2'037	2'329	2'724	3'142	3'577	4'010	4'416	4'849	5'293
56	0	0	0	0	158	332	513	723	949	1'184	1'435	1'696	1'973	2'261	2'653	3'061	3'492	3'941	4'385	4'801	5'243	5'697
57	0	0	0	158	321	502	690	907	1'141	1'384	1'643	1'912	2'197	2'584	2'989	3'410	3'855	4'318	4'775	5'199	5'652	6'115
58	0	0	151	315	485	672	867	1'091	1'332	1'583	1'850	2'127	2'511	2'910	3'328	3'762	4'222	4'700	5'169	5'602	6'064	6'538
59	0	151	308	478	655	849	1'051	1'282	1'531	1'789	2'065	2'438	2'834	3'246	3'678	4'126	4'600	5'093	5'575	6'017	6'490	7'136
60	145	302	465	641	824	1'025	1'234	1'473	1'729	1'996	2'367	2'752	3'161	3'586	4'031	4'493	4'982	5'490	5'985	6'436	7'081	7'742
61	145	302	465	641	824	1'025	1'234	1'473	1'729	2'080	2'454	2'844	3'256	3'685	4'134	4'600	5'093	5'606	6'105	6'717	7'369	8'037
62	145	302	465	641	824	1'025	1'234	1'473	1'814	2'168	2'546	2'939	3'355	3'788	4'241	4'712	5'209	5'727	6'387	7'006	7'665	8'340
63	145	302	465	641	824	1'025	1'234	1'554	1'898	2'256	2'637	3'034	3'453	3'890	4'347	4'823	5'324	6'001	6'671	7'296	7'962	8'644
64	145	302	465	641	824	1'025	1'306	1'629	1'976	2'337	2'721	3'121	3'545	3'985	4'446	4'925	5'586	6'272	6'951	7'582	8'256	8'946
65	145	302	465	641	824	1'097	1'381	1'707	2'057	2'421	2'809	3'212	3'639	4'083	4'548	5'182	5'853	6'551	7'238	7'876	8'557	9'254



Avoirs de vieillesse LPP au 31 décembre: Valeurs minimales pour les hommes

Age en 2020	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	249
26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	249	500
27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	247	498	752
28	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	247	496	750	1'006
29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	247	496	748	1'004	1'263
30	0	0	0	0	0	0	0	0	247	497	748	1'003	1'261	1'523
31	0	0	0	0	0	0	0	246	497	750	1'004	1'261	1'522	1'786
32	0	0	0	0	0	0	246	496	751	1'007	1'264	1'523	1'788	2'054
33	0	0	0	0	0	244	493	747	1'007	1'266	1'526	1'788	2'055	2'324
34	0	0	0	0	244	491	744	1'003	1'267	1'530	1'792	2'056	2'326	2'598
35	0	0	0	239	488	739	995	1'259	1'527	1'793	2'058	2'325	2'597	2'979
36	0	0	239	484	737	992	1'252	1'520	1'793	2'062	2'330	2'600	2'981	3'366
37	0	232	476	725	983	1'241	1'506	1'778	2'056	2'328	2'598	2'977	3'362	3'751
38	232	470	719	973	1'236	1'498	1'766	2'043	2'326	2'601	2'980	3'362	3'751	4'144
39	463	708	962	1'220	1'488	1'754	2'026	2'308	2'595	2'980	3'362	3'748	4'141	4'538
40	701	952	1'210	1'474	1'747	2'017	2'293	2'579	2'976	3'366	3'752	4'142	4'539	4'940
41	939	1'197	1'460	1'729	2'007	2'281	2'561	2'957	3'361	3'755	4'145	4'539	4'940	5'345
42	1'183	1'448	1'716	1'990	2'273	2'551	2'940	3'343	3'754	4'153	4'547	4'945	5'350	5'759
43	1'429	1'700	1'974	2'253	2'541	2'927	3'322	3'732	4'149	4'554	4'952	5'354	5'763	6'176
44	1'685	1'963	2'242	2'526	2'925	3'316	3'717	4'133	4'558	4'968	5'370	5'776	6'189	6'607
45	1'944	2'230	2'514	2'906	3'312	3'710	4'117	4'540	4'972	5'386	5'793	6'203	6'621	7'220
46	2'214	2'507	2'899	3'299	3'713	4'117	4'530	4'960	5'399	5'819	6'230	6'645	7'245	7'850
47	2'492	2'892	3'292	3'700	4'122	4'532	4'951	5'388	5'835	6'261	6'676	7'271	7'877	8'489
48	2'881	3'291	3'699	4'115	4'545	4'962	5'387	5'832	6'287	6'718	7'314	7'916	8'528	9'147
49	3'273	3'694	4'110	4'534	4'973	5'396	5'828	6'281	6'743	7'356	7'958	8'567	9'186	9'811
50	3'679	4'112	4'536	4'969	5'416	5'845	6'284	6'745	7'392	8'013	8'622	9'237	9'863	10'494
51	4'089	4'533	4'965	5'407	5'863	6'299	6'744	7'389	8'047	8'676	9'291	9'913	10'546	11'184
52	4'513	4'968	5'410	5'860	6'325	6'768	7'396	8'052	8'721	9'359	9'982	10'610	11'249	11'895
53	4'936	5'403	5'853	6'312	6'787	7'410	8'048	8'715	9'397	10'043	10'672	11'308	11'954	12'607
54	5'340	5'818	6'276	6'744	7'401	8'034	8'681	9'359	10'052	10'706	11'342	11'984	12'637	13'297
55	5'757	6'247	6'713	7'361	8'030	8'672	9'329	10'019	10'723	11'386	12'028	12'677	13'337	14'111
56	6'171	6'672	7'318	7'978	8'659	9'311	9'977	10'678	11'394	12'065	12'714	13'370	14'144	14'925
57	6'600	7'278	7'937	8'609	9'303	9'965	10'640	11'353	12'081	12'760	13'417	14'185	14'967	15'757
58	7'199	7'894	8'565	9'249	9'956	10'628	11'314	12'038	12'777	13'466	14'235	15'012	15'802	16'600
59	7'812	8'524	9'207	9'904	10'625	11'306	12'002	12'739	13'490	14'293	15'071	15'856	16'654	17'461
60	8'433	9'162	9'858	10'568	11'302	11'993	12'700	13'448	14'318	15'132	15'917	16'711	17'518	18'333
61	8'735	9'472	10'175	10'891	11'631	12'327	13'039	13'899	14'777	15'596	16'386	17'185	17'996	18'816
62	9'046	9'792	10'501	11'224	11'970	12'672	13'494	14'362	15'247	16'073	16'868	17'671	18'488	19'312
63	9'358	10'112	10'828	11'557	12'310	13'121	13'950	14'826	15'720	16'551	17'351	18'159	18'980	19'810
64	9'667	10'430	11'151	11'887	12'751	13'569	14'404	15'288	16'190	17'027	17'832	18'645	19'471	20'306
65	9'983	10'755	11'483	12'328	13'201	14'025	14'868	15'760	16'670	17'513	18'322	19'140	19'971	20'811



Avoirs de vieillesse LPP au 31 décembre: Valeurs maximales pour les hommes

Age 2020	Avoir de vieillesse LPP: valeurs maximales pour les hommes au 31 décembre																					
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
28	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
32	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
33	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
34	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
35	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
36	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
37	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'838
40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'838	7'771
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'545	7'471	11'496
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'545	7'169	11'186	15'304
43	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'461	7'118	10'823	14'931	19'142
44	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'461	7'060	10'834	14'623	18'826	23'135
45	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'377	6'973	10'712	14'605	18'479	22'778	27'186
46	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'377	6'889	10'625	14'511	18'527	22'489	26'889	31'399
47	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'343	6'854	10'505	14'386	18'422	22'565	26'618	31'121	35'737
48	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'343	6'820	10'470	14'265	18'297	22'489	26'765	30'912	35'523	40'248
49	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'259	6'733	10'345	14'136	18'078	22'262	26'613	31'023	35'266	39'985	46'467	
50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'259	6'649	10'258	14'011	17'949	22'043	26'386	30'902	35'451	39'794	46'271	52'910
51	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'158	6'544	10'065	13'811	17'706	21'791	26'040	30'542	35'225	39'914	45'876	52'506	59'301
52	0	0	0	0	0	0	0	0	3'158	6'443	9'960	13'618	17'506	21'549	25'788	30'196	34'865	39'720	46'075	52'176	58'963	65'919
53	0	0	0	0	0	0	0	3'024	6'303	9'714	13'362	17'155	21'185	25'375	29'767	34'335	39'169	45'680	52'228	58'467	65'411	72'529
54	0	0	0	0	0	0	2'688	5'820	9'211	12'738	16'506	20'426	24'586	28'913	33'446	38'160	44'631	51'360	58'093	64'464	71'559	78'830
55	0	0	0	0	0	2'688	5'484	8'727	12'234	15'882	19'777	23'827	28'123	32'591	37'272	43'587	50'274	57'229	64'153	70'660	77'909	85'340
56	0	0	0	0	2'520	5'309	8'209	11'562	15'182	18'948	22'965	27'143	31'572	36'178	42'449	48'971	55'874	63'053	70'166	76'809	84'212	91'799
57	0	0	0	2'520	5'141	8'034	11'044	14'510	18'248	22'137	26'281	30'592	35'159	41'341	47'819	54'555	61'682	69'093	76'402	83'185	90'748	98'499
58	0	0	2'419	5'036	7'757	10'756	13'874	17'453	21'309	25'320	29'592	34'035	40'172	46'555	53'242	60'195	67'547	75'193	82'701	89'625	97'349	105'265
59	0	2'419	4'935	7'653	10'479	13'586	16'817	20'514	24'493	28'631	33'035	39'013	45'349	51'939	58'841	66'019	73'603	81'491	89'204	96'275	104'164	114'992
60	2'318	4'830	7'443	10'260	13'191	16'407	19'751	23'565	27'666	31'931	37'864	44'035	50'572	57'371	64'490	71'893	79'713	87'846	95'765	102'983	113'782	124'850
61	2'318	4'830	7'443	10'260	13'191	16'407	19'751	23'565	27'666	33'284	39'272	45'499	52'095	58'954	66'137	73'606	81'494	89'698	97'677	107'471	118'382	129'565
62	2'318	4'830	7'443	10'260	13'191	16'407	19'751	23'565	29'019	34'692	40'736	47'021	53'678	60'601	67'849	75'387	83'347	91'625	102'198	112'094	123'120	134'422
63	2'318	4'830	7'443	10'260	13'191	16'407	19'751	24'861	30'367	36'094	42'194	48'537	55'255	62'241	69'555	77'161	85'191	96'015	106'732	116'729	127'871	139'292
64	2'318	4'830	7'443	10'260	13'191	16'407	20'903	26'059	31'613	37'390	43'541	49'939	56'713	63'757	71'131	78'801	89'369	100'359	111'217	121'315	132'572	144'110
65	2'318	4'830	7'443	10'260	13'191	17'559	22'101	27'305	32'909	38'737	44'943	51'397	58'229	65'334	72'771	82'918	93'651	104'813	115'815	126'017	137'391	149'050



Avoirs de vieillesse LPP au 31 décembre: Valeurs maximales pour les hommes

Age en 2020	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'230
26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'230	8'503
27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'195	8'467	12'782
28	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'195	8'431	12'746	17'104
29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'195	8'431	12'711	17'068	21'469
30	0	0	0	0	0	0	0	0	4'195	8'442	12'721	17'043	21'444	25'889
31	0	0	0	0	0	0	0	4'177	8'445	12'745	17'067	21'433	25'877	30'367
32	0	0	0	0	0	0	4'177	8'427	12'769	17'123	21'489	25'899	30'389	34'923
33	0	0	0	0	0	4'141	8'380	12'704	17'121	21'530	25'940	30'394	34'928	39'508
34	0	0	0	0	4'141	8'345	12'647	17'045	21'538	26'002	30'457	34'956	39'536	44'162
35	0	0	0	4'070	8'292	12'558	16'923	21'396	25'965	30'485	34'984	39'529	44'155	50'640
36	0	0	4'070	8'221	12'527	16'856	21'285	25'835	30'482	35'057	39'603	44'194	50'679	57'229
37	0	3'945	8'094	12'325	16'713	21'105	25'598	30'223	34'947	39'578	44'169	50'603	57'153	63'768
38	3'945	7'998	12'228	16'542	21'014	25'471	30'030	34'732	39'535	44'224	50'658	57'157	63'773	70'454
39	7'879	12'040	16'351	20'747	25'304	29'824	34'449	39'228	44'110	50'654	57'153	63'717	70'397	77'145
40	11'911	16'183	20'576	25'058	29'700	34'287	38'978	43'837	50'597	57'222	63'786	70'417	77'164	83'980
41	15'728	20'105	24'577	29'139	33'863	38'512	43'266	49'990	56'858	63'561	70'189	76'883	83'696	90'576
42	19'631	24'116	28'668	33'311	38'119	42'832	49'441	56'273	63'251	70'034	76'727	83'486	90'365	97'312
43	23'566	28'159	32'792	37'517	42'409	48'961	55'662	62'604	69'692	76'555	83'313	90'139	97'084	104'098
44	27'658	32'363	37'080	41'892	48'646	55'291	62'088	69'141	76'344	83'290	90'116	97'009	104'023	111'107
45	31'810	36'630	41'432	48'075	54'952	61'693	68'585	75'752	83'070	90'101	96'995	103'957	111'040	121'216
46	36'129	41'067	47'702	54'470	61'476	68'314	75'306	82'591	90'028	97'146	104'110	111'144	121'320	131'599
47	40'575	47'326	54'087	60'983	68'118	75'056	82'149	89'554	97'113	104'320	111'355	121'458	131'738	142'120
48	46'890	53'815	60'705	67'734	75'004	82'045	89'243	96'772	104'458	111'756	121'862	132'070	142'456	152'945
49	53'265	60'365	67'386	74'548	81'955	89'100	96'404	104'058	111'871	122'258	132'470	142'783	153'276	163'874
50	59'869	67'151	74'308	81'608	89'156	96'409	103'822	111'606	122'548	133'069	143'388	153'811	164'414	175'124
51	66'419	73'881	81'173	88'610	96'298	103'659	111'181	122'077	133'202	143'856	154'283	164'815	175'528	186'348
52	73'203	80'851	88'282	95'862	103'695	111'167	121'785	132'866	144'180	154'971	165'510	176'153	186'980	197'915
53	79'978	87'813	95'383	103'105	111'083	121'623	132'398	143'665	155'168	166'097	176'746	187'503	198'443	209'493
54	86'436	94'449	102'152	110'009	121'083	131'773	142'700	154'148	165'834	176'896	187'654	198'519	209'570	220'730
55	93'109	101'305	109'145	120'049	131'324	142'167	153'250	164'883	176'757	187'955	198'824	209'801	220'964	234'052
56	99'730	108'108	118'991	130'092	141'568	152'565	163'804	175'621	187'683	199'018	209'997	221'086	234'175	247'395
57	106'597	117'981	129'062	140'364	152'046	163'200	174'599	186'605	198'859	210'334	221'426	234'426	247'649	261'004
58	116'350	128'003	139'284	150'790	162'680	173'994	185'555	197'752	210'202	221'818	234'823	247'958	261'315	274'807
59	126'320	138'247	149'733	161'449	173'552	185'029	196'755	209'149	221'798	235'357	248'497	261'768	275'264	288'895
60	136'424	148'629	160'323	172'250	184'569	196'212	208'106	220'698	235'347	249'075	262'352	275'762	289'398	303'170
61	141'257	153'595	165'388	177'417	189'839	201'561	213'534	228'012	242'789	256'610	269'963	283'449	297'162	311'011
62	146'236	158'710	170'606	182'739	195'267	207'070	220'917	235'524	250'432	264'349	277'779	291'343	305'135	319'064
63	151'227	163'839	175'837	188'075	200'710	214'369	228'326	243'062	258'102	272'115	285'622	299'265	313'136	327'146
64	156'166	168'914	181'013	193'355	207'870	221'637	235'702	250'568	265'739	279'847	293'432	307'153	321'103	335'192
65	161'229	174'116	186'319	200'511	215'170	229'046	243'223	258'220	273'525	287'731	301'394	315'195	329'225	343'396



Avoirs de vieillesse LPP au 31 décembre: Valeurs minimales pour les femmes

Age en 2020	Avoir de vieillesse LPP: valeurs minimales pour les femmes au 31 décembre																					
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
28	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
32	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
33	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
34	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
35	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
36	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
37	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	226
40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	226	457
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	222	453	690
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	222	448	685	928
43	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	216	445	676	919	1'168
44	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	216	441	677	914	1'163	1'417
45	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	211	436	670	913	1'155	1'410	1'671	2'055
46	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	211	431	664	907	1'158	1'406	1'666	1'934	2'378
47	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	209	428	657	899	1'151	1'410	1'664	1'931	2'205	2'682
48	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	209	426	654	892	1'144	1'406	1'673	2'027	2'303	2'587	3'071
49	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	204	421	647	883	1'130	1'391	1'663	2'034	2'396	2'682	3'071	3'555
50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	204	416	641	876	1'122	1'378	1'649	2'024	2'406	2'777	3'169	3'571	4'055
51	0	0	0	0	0	0	0	0	197	409	629	863	1'107	1'362	1'627	2'002	2'391	2'785	3'164	3'566	3'977	4'461
52	0	0	0	0	0	0	0	197	403	623	851	1'094	1'347	1'612	1'978	2'366	2'769	3'176	3'564	3'976	4'397	4'881
53	0	0	0	0	0	0	189	394	607	835	1'072	1'324	1'586	1'951	2'330	2'733	3'151	3'570	3'967	4'388	4'821	5'265
54	0	0	0	0	0	168	364	576	796	1'032	1'277	1'537	1'897	2'274	2'666	3'082	3'514	3'945	4'350	4'782	5'224	5'668
55	0	0	0	0	168	343	545	765	993	1'236	1'489	1'847	2'220	2'610	3'016	3'445	3'892	4'335	4'749	5'191	5'643	6'095
56	0	0	0	158	321	502	690	907	1'141	1'384	1'730	2'090	2'472	2'870	3'286	3'719	4'177	4'653	5'120	5'552	6'013	6'486
57	0	0	151	315	485	672	867	1'091	1'332	1'667	2'025	2'397	2'791	3'201	3'631	4'078	4'550	5'041	5'521	6'120	6'595	7'083
58	0	151	308	478	655	849	1'051	1'282	1'615	1'962	2'332	2'716	3'123	3'546	3'990	4'451	4'938	5'444	6'096	6'708	7'198	7'662
59	145	302	465	641	824	1'025	1'234	1'554	1'898	2'256	2'637	3'034	3'453	3'890	4'347	4'823	5'324	6'001	6'671	7'296	7'962	8'644
60	145	302	465	641	824	1'025	1'306	1'629	1'976	2'337	2'721	3'121	3'545	3'985	4'446	4'925	5'586	6'272	6'951	7'582	8'256	8'946
61	145	302	465	641	824	1'097	1'381	1'707	2'057	2'421	2'809	3'212	3'639	4'083	4'548	5'182	5'853	6'551	7'238	7'876	8'557	9'254
62	145	302	465	641	892	1'168	1'454	1'782	2'136	2'503	2'894	3'301	3'732	4'179	4'799	5'443	6'124	6'833	7'530	8'174	8'862	9'567
63	145	302	465	709	962	1'241	1'530	1'861	2'218	2'589	2'983	3'393	3'828	4'429	5'058	5'713	6'405	7'124	7'831	8'481	9'177	9'890
64	145	302	465	709	962	1'241	1'530	1'861	2'218	2'589	2'983	3'393	3'828	4'429	5'058	5'713	6'405	7'124	7'831	8'481	9'177	9'890



Avoirs de vieillesse LPP au 31 décembre: Valeurs minimales pour les femmes

Age en 2020	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	249
26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	249	500
27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	247	498	752
28	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	247	496	750	1'006
29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	247	496	748	1'004	1'263
30	0	0	0	0	0	0	0	0	247	497	748	1'003	1'261	1'523
31	0	0	0	0	0	0	0	246	497	750	1'004	1'261	1'522	1'786
32	0	0	0	0	0	0	246	496	751	1'007	1'264	1'523	1'788	2'054
33	0	0	0	0	0	244	493	747	1'007	1'266	1'526	1'788	2'055	2'324
34	0	0	0	0	244	491	744	1'003	1'267	1'530	1'792	2'056	2'326	2'598
35	0	0	0	239	488	739	995	1'259	1'527	1'793	2'058	2'325	2'597	2'979
36	0	0	239	484	737	992	1'252	1'520	1'793	2'062	2'330	2'600	2'981	3'366
37	0	232	476	725	983	1'241	1'506	1'778	2'056	2'328	2'598	2'977	3'362	3'751
38	232	470	719	973	1'236	1'498	1'766	2'043	2'326	2'601	2'980	3'362	3'751	4'144
39	463	708	962	1'220	1'488	1'754	2'026	2'308	2'595	2'980	3'362	3'748	4'141	4'538
40	701	952	1'210	1'474	1'747	2'017	2'293	2'579	2'976	3'366	3'752	4'142	4'539	4'940
41	939	1'197	1'460	1'729	2'007	2'281	2'561	2'957	3'361	3'755	4'145	4'539	4'940	5'345
42	1'183	1'448	1'716	1'990	2'273	2'551	2'940	3'343	3'754	4'153	4'547	4'945	5'350	5'759
43	1'429	1'700	1'974	2'253	2'541	2'927	3'322	3'732	4'149	4'554	4'952	5'354	5'763	6'176
44	1'685	1'963	2'242	2'526	2'925	3'316	3'717	4'133	4'558	4'968	5'370	5'776	6'189	6'607
45	1'944	2'230	2'514	2'906	3'312	3'710	4'117	4'540	4'972	5'386	5'793	6'203	6'621	7'220
46	2'214	2'507	2'899	3'299	3'713	4'117	4'530	4'960	5'399	5'819	6'230	6'645	7'245	7'850
47	2'492	2'892	3'292	3'700	4'122	4'532	4'951	5'388	5'835	6'261	6'676	7'271	7'877	8'489
48	2'983	3'396	3'806	4'224	4'657	5'075	5'502	5'949	6'406	6'838	7'436	8'039	8'652	9'272
49	3'480	3'907	4'327	4'756	5'199	5'625	6'060	6'517	6'984	7'600	8'204	8'815	9'437	10'064
50	3'991	4'433	4'863	5'303	5'757	6'191	6'635	7'102	7'755	8'381	8'993	9'612	10'241	10'877
51	4'408	4'861	5'300	5'748	6'211	6'652	7'103	7'754	8'418	9'052	9'672	10'297	10'933	11'576
52	4'839	5'303	5'751	6'208	6'681	7'129	7'762	8'425	9'101	9'743	10'370	11'002	11'645	12'295
53	5'273	5'749	6'206	6'672	7'154	7'783	8'426	9'100	9'788	10'439	11'072	11'712	12'362	13'019
54	5'686	6'174	6'639	7'114	7'778	8'417	9'070	9'755	10'454	11'114	11'754	12'400	13'057	13'721
55	6'115	6'615	7'089	7'744	8'421	9'069	9'732	10'429	11'140	11'808	12'455	13'108	13'772	14'550
56	6'539	7'050	7'704	8'372	9'061	9'719	10'391	11'100	11'823	12'499	13'153	13'813	14'591	15'377
57	6'980	7'669	8'335	9'015	9'717	10'385	11'067	11'788	12'523	13'208	13'869	14'642	15'428	16'222
58	7'757	8'468	9'150	9'846	10'565	11'246	11'941	12'676	13'427	14'123	14'899	15'683	16'479	17'284
59	8'556	9'288	9'987	10'700	11'436	12'129	12'838	13'589	14'355	15'169	15'955	16'749	17'557	18'372
60	9'358	10'112	10'828	11'557	12'310	13'017	13'739	14'506	15'394	16'221	17'018	17'822	18'641	19'467
61	9'667	10'430	11'151	11'887	12'647	13'359	14'086	14'964	15'860	16'693	17'494	18'304	19'127	19'958
62	9'983	10'755	11'483	12'226	12'992	13'709	14'546	15'433	16'337	17'176	17'982	18'797	19'624	20'461
63	10'304	11'084	11'819	12'568	13'342	14'168	15'012	15'907	16'820	17'665	18'476	19'295	20'128	20'969
64	10'635	11'425	12'166	12'922	13'807	14'641	15'492	16'395	17'317	18'168	18'984	19'808	20'646	21'492



Avoirs de vieillesse LPP au 31 décembre: Valeurs maximales pour les femmes

Age en 2020	Avoir de vieillesse LPP: valeurs maximales pour les femmes au 31 décembre																					
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
28	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
32	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
33	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
34	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
35	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
36	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
37	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'838
40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'838	7'771
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5'545	7'471	11'496
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'545	7'169	11'186	15'304
43	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'461	7'118	10'823	14'931	19'142
44	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'461	7'060	10'834	14'623	18'826	23'135
45	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'377	6'973	10'712	14'605	18'479	22'778	27'186
46	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'377	6'889	10'625	14'511	18'527	22'489	26'889	31'399
47	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'343	6'854	10'505	14'386	18'422	22'565	26'618	31'121	35'737	
48	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'343	6'820	10'470	14'265	18'297	22'489	26'765	32'431	37'080	41'845
49	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'259	6'733	10'345	14'136	18'078	22'262	26'613	32'542	38'338	43'135	49'696	
50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'259	6'649	10'258	14'011	17'949	22'043	26'386	32'385	38'502	44'432	51'026	57'784	
51	0	0	0	0	0	0	0	0	3'158	6'544	10'065	13'811	17'706	21'791	26'040	32'025	38'250	44'558	50'624	57'372	64'289	
52	0	0	0	0	0	0	0	3'024	6'303	9'714	13'362	17'155	21'185	25'375	31'214	37'287	43'722	50'415	57'118	63'467	70'536	77'782
53	0	0	0	0	0	0	2'688	5'820	9'211	12'738	16'506	20'426	24'586	30'345	36'383	42'662	49'313	56'230	63'121	69'605	76'828	84'231
54	0	0	0	0	2'688	5'484	8'727	12'234	15'882	19'777	23'827	29'556	35'514	41'759	48'253	55'127	62'276	69'364	75'989	83'371	90'938	
55	0	0	0	2'520	5'309	8'209	11'562	15'182	18'948	22'965	28'540	34'457	40'612	47'060	53'767	60'861	68'240	75'521	82'285	89'824	97'552	
56	0	0	2'520	5'141	8'034	11'044	14'510	18'248	22'137	27'678	33'441	39'555	45'913	52'574	59'501	66'825	74'442	81'925	88'832	96'536	104'431	
57	0	2'419	5'036	7'757	10'756	13'874	17'453	21'309	26'674	32'397	38'349	44'659	51'221	58'094	65'241	72'795	80'651	88'336	97'920	105'850	113'979	
58	2'419	4'935	7'653	10'479	13'586	16'817	20'514	25'847	31'392	37'304	43'452	49'966	56'741	63'835	71'212	79'004	87'109	97'536	107'326	115'492	126'603	
59	2'318	4'830	7'443	10'260	13'191	16'407	19'751	24'861	30'367	36'094	42'194	48'537	55'255	62'241	69'555	77'161	85'191	96'015	106'732	116'729	127'871	139'292
60	2'318	4'830	7'443	10'260	13'191	16'407	20'903	26'059	31'613	37'390	43'541	49'939	56'713	63'757	71'131	78'801	89'369	100'359	111'217	121'315	132'572	144'110
61	2'318	4'830	7'443	10'260	13'191	17'559	22'101	27'305	32'909	38'737	44'943	51'397	58'229	65'334	72'771	82'918	93'651	104'813	115'815	126'017	137'391	149'050
62	2'318	4'830	7'443	10'260	14'271	18'682	23'269	28'520	34'173	40'051	46'309	52'818	59'707	66'871	76'782	87'089	97'989	109'324	120'473	130'780	142'273	154'054
63	2'318	4'830	7'443	11'340	15'394	19'850	24'484	29'783	35'487	41'418	47'731	54'296	61'244	70'858	80'928	91'401	102'473	113'988	125'288	135'703	147'320	159'227



Avoirs de vieillesse LPP au 31 décembre: Valeurs maximales pour les femmes

Age en 2020	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'230
26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'230	8'503
27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'195	8'467	12'782
28	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'195	8'431	12'746	17'104
29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'195	8'431	12'711	17'068	21'469
30	0	0	0	0	0	0	0	0	4'195	8'442	12'721	17'043	21'444	25'889
31	0	0	0	0	0	0	0	4'177	8'445	12'745	17'067	21'433	25'877	30'367
32	0	0	0	0	0	0	4'177	8'427	12'769	17'123	21'489	25'899	30'389	34'923
33	0	0	0	0	0	4'141	8'380	12'704	17'121	21'530	25'940	30'394	34'928	39'508
34	0	0	0	0	4'141	8'345	12'647	17'045	21'538	26'002	30'457	34'956	39'536	44'162
35	0	0	0	4'070	8'292	12'558	16'923	21'396	25'965	30'485	34'984	39'529	44'155	50'640
36	0	0	4'070	8'221	12'527	16'856	21'285	25'835	30'482	35'057	39'603	44'194	50'679	57'229
37	0	3'945	8'094	12'325	16'713	21'105	25'598	30'223	34'947	39'578	44'169	50'603	57'153	63'768
38	3'945	7'998	12'228	16'542	21'014	25'471	30'030	34'732	39'535	44'224	50'658	57'157	63'773	70'454
39	7'879	12'040	16'351	20'747	25'304	29'824	34'449	39'228	44'110	50'654	57'153	63'717	70'397	77'145
40	11'911	16'183	20'576	25'058	29'700	34'287	38'978	43'837	50'597	57'222	63'786	70'417	77'164	83'980
41	15'728	20'105	24'577	29'139	33'863	38'512	43'266	49'990	56'858	63'561	70'189	76'883	83'696	90'576
42	19'631	24'116	28'668	33'311	38'119	42'832	49'441	56'273	63'251	70'034	76'727	83'486	90'365	97'312
43	23'566	28'159	32'792	37'517	42'409	48'961	55'662	62'604	69'692	76'555	83'313	90'139	97'084	104'098
44	27'658	32'363	37'080	41'892	48'646	55'291	62'088	69'141	76'344	83'290	90'116	97'009	104'023	111'107
45	31'810	36'630	41'432	48'075	54'952	61'693	68'585	75'752	83'070	90'101	96'995	103'957	111'040	121'216
46	36'129	41'067	47'702	54'470	61'476	68'314	75'306	82'591	90'028	97'146	104'110	111'144	121'320	131'599
47	40'575	47'326	54'087	60'983	68'118	75'056	82'149	89'554	97'113	104'320	111'355	121'458	131'738	142'120
48	48'526	55'496	62'420	69'483	76'788	83'856	91'081	98'642	106'360	113'682	123'808	134'035	144'440	154'950
49	56'573	63'765	70'854	78'085	85'563	92'762	100'121	107'840	115'719	126'155	136'405	146'758	157'291	167'929
50	64'864	72'283	79'543	86'948	94'602	101'938	109'434	117'316	128'357	138'951	149'329	159'811	170'474	181'244
51	71'532	79'134	86'531	94'076	101'873	109'317	116'924	127'921	139'148	149'876	160'364	170'956	181'731	192'613
52	78'422	86'214	93'753	101'442	109'386	116'943	127'648	138'832	150'251	161'117	171'717	182'423	193'313	204'311
53	85'362	93'345	101'026	108'860	116'954	127'582	138'446	149'819	161'430	172'437	183'150	193'970	204'975	216'090
54	91'972	100'137	107'954	115'927	127'119	137'900	148'919	160'476	172'273	183'415	194'238	205'169	216'286	227'514
55	98'847	107'201	115'159	126'183	137'581	148'518	159'697	171'442	183'431	194'712	205'648	216'693	227'926	241'083
56	105'627	114'167	125'171	136'396	147'998	159'092	170'428	182'361	194'542	205'962	217'010	228'169	241'329	254'621
57	112'678	124'230	135'435	146'865	158'676	169'930	181'430	193'555	205'931	217'494	228'658	241'731	255'027	268'455
58	125'282	137'180	148'645	160'339	172'419	183'880	195'588	207'962	220'590	232'336	245'446	258'687	272'152	285'752
59	138'221	150'476	162'206	174'171	186'529	198'201	210'124	222'752	235'639	249'371	262'651	276'064	289'703	303'478
60	151'227	163'839	175'837	188'075	200'710	212'595	224'734	237'617	252'562	266'506	279'957	293'543	307'357	321'309
61	156'166	168'914	181'013	193'355	206'096	218'061	230'282	245'053	260'128	274'166	287'694	301'358	315'249	329'280
62	161'229	174'116	186'319	198'767	211'616	223'664	237'760	252'661	267'869	282'004	295'611	309'353	323'325	337'437
63	166'358	179'386	191'695	204'250	217'209	231'116	245'323	260'357	275'700	289'932	303'618	317'441	331'494	345'687
64	171'660	184'834	197'252	209'918	224'765	238'786	253'108	268'278	283'759	298'093	311'860	325'765	339'901	354'179

Adaptation des rentes de risque LPP à l'évolution des prix

Taux d'adaptation des rentes de risque LPP, en pourcent

Année pendant laquelle la rente est versée pour la 1 ^{ère} fois	Années d'adaptation de la rente à l'évolution des prix (en gras les années d'adaptation de la rente AVS/AI)																											
	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014-2018	2019	2020
1985	4.3	3.4		12.1	3.5		4.1		2.6		0.5		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7		-		-		-	
1986		7.2		12.1	3.5		4.1		2.6		0.5		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7		-		-		-	
1987			11.9	5.7	3.5		4.1		2.6		0.5		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7		-		-		-	
1988				15.9	3.5		4.1		2.6		0.5		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7		-		-		-	
1989					16.0		4.1		2.6		0.5		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7		-		-		-	
1990						13.1	0.6		2.6		0.5		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7		-		-		-	
1991							7.7		2.6		0.5		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7		-		-		-	
1992								6.2	0.6		0.5		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7		-		-		-	
1993									3.2		0.5		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7		-		-		-	
1994										3.0	0.1		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7		-		-		-	
1995											1.0		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7		-		-		-	
1996												1.7	1.4		1.2		1.4		2.2		3.7		-		-		-	
1997													2.7		1.2		1.4		2.2		3.7		-		-		-	
1998														3.4	0.5		1.4		2.2		3.7		-		-		-	
1999															2.6		1.4		2.2		3.7		-		-		-	
2000																1.7	0.9		2.2		3.7		-		-		-	
2001																	1.9		2.2		3.7		-		-		-	
2002																		2.8	0.8		3.7		-		-		-	
2003																			3.1		3.7		-		-		-	
2004																				3.0	2.9		-		-		-	
2005																					4.5		-		-		-	
2006																						2.7	0.3		-		-	
2007																							2.3		-		-	
2008																								-		-		-
2009																									0.4		-	-
2010																										-	-	0.1
2011 - 2012																											-	-
2013 - 2014																											-	0.1
2015																											1.5	
2016																												1.8

Exemple : une rente d'invalidité LPP versée pour la première fois en 2006 a été adaptée la première fois au 1.1.2010 (2,7%). Elle a ensuite été adaptée au même moment que les adaptations de la rente AVS soit après une année au 1.1.2011 (0,3%). Cette rente n'est pas adaptée en 2013, 2015 et 2019 car l'indice des prix à la consommation n'a pas augmenté depuis la dernière adaptation de 2011. Ces taux d'adaptation peuvent être lus à la ligne 2006.

Adaptation cumulé des rentes de risque LPP à l'évolution des prix

Taux d'adaptation cumulé des rentes de risque LPP, en pourcent

Année pendant laquelle la rente est versée pour la 1ère fois	Années d'adaptation de la rente à l'évolution des prix (en gras les années d'adaptation de la rente AVS/AI)																											
	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014-2018	2019	2020
1985	4.3	7.8	7.8	20.9	25.1	25.1	30.3	30.3	33.6	33.6	34.3	34.3	37.9	37.9	39.6	39.6	41.5	41.5	44.7	44.7	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0
1986		7.2	7.2	20.2	24.4	24.4	29.5	29.5	32.8	32.8	33.5	33.5	37.1	37.1	38.8	38.8	40.7	40.7	43.8	43.8	49.1	49.1	49.1	49.1	49.1	49.1	49.1	49.1
1987			11.9	18.3	22.4	22.4	27.4	27.4	30.8	30.8	31.4	31.4	35.0	35.0	36.6	36.6	38.5	38.5	41.5	41.5	46.8	46.8	46.8	46.8	46.8	46.8	46.8	46.8
1988				15.9	20.0	20.0	24.9	24.9	28.1	28.1	28.8	28.8	32.2	32.2	33.8	33.8	35.7	35.7	38.7	38.7	43.8	43.8	43.8	43.8	43.8	43.8	43.8	43.8
1989					16.0	16.0	20.8	20.8	23.9	23.9	24.5	24.5	27.9	27.9	29.4	29.4	31.2	31.2	34.1	34.1	39.1	39.1	39.1	39.1	39.1	39.1	39.1	39.1
1990						13.1	13.8	13.8	16.7	16.7	17.3	17.3	20.5	20.5	21.9	21.9	23.6	23.6	26.4	26.4	31.0	31.0	31.0	31.0	31.0	31.0	31.0	31.0
1991							7.7	7.7	10.5	10.5	11.1	11.1	14.1	14.1	15.4	15.4	17.0	17.0	19.6	19.6	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0
1992								6.2	6.8	6.8	7.4	7.4	10.3	10.3	11.6	11.6	13.2	13.2	15.6	15.6	19.9	19.9	19.9	19.9	19.9	19.9	19.9	19.9
1993									3.2	3.2	3.7	3.7	6.5	6.5	7.8	7.8	9.3	9.3	11.7	11.7	15.8	15.8	15.8	15.8	15.8	15.8	15.8	15.8
1994										3.0	3.1	3.1	5.9	5.9	7.2	7.2	8.7	8.7	11.0	11.0	15.2	15.2	15.2	15.2	15.2	15.2	15.2	15.2
1995											1.0	1.0	3.7	3.7	5.0	5.0	6.4	6.4	8.8	8.8	12.8	12.8	12.8	12.8	12.8	12.8	12.8	12.8
1996												1.7	3.1	3.1	4.4	4.4	5.8	5.8	8.2	8.2	12.2	12.2	12.2	12.2	12.2	12.2	12.2	12.2
1997													2.7	2.7	3.9	3.9	5.4	5.4	7.7	7.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7
1998														3.4	3.9	3.9	5.4	5.4	7.7	7.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7
1999															2.6	2.6	4.0	4.0	6.3	6.3	10.3	10.3	10.3	10.3	10.3	10.3	10.3	10.3
2000																1.7	2.6	2.6	4.9	4.9	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8
2001																	1.9	1.9	4.1	4.1	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0
2002																		2.8	3.6	3.6	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5
2003																			3.1	3.1	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9
2004																				3.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0
2005																					4.5	4.5	4.5	4.5	4.5	4.5	4.5	4.5
2006																						2.7	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0
2007																							2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3
2008																												
2009																										0.4	0.4	0.4
2010																												
2011 - 2012																												
2013 - 2014																												
2015																											1.5	1.5
2016																												1.8

Exemple : une rente d'invalidité LPP versée pour la première fois en 2006 a été augmentée jusqu'en 2011 de 3,0% (valeur arrondie). Depuis 2011, comme il n'y a plus d'adaptation obligatoire de la rente, le taux cumulé d'adaptation au 1.1.2020 reste à 3,0%. On trouve ce taux d'adaptation cumulé à la ligne 2006 et la colonne 2020. Ainsi, une rente d'invalidité LPP qui se montait à frs 20'425.- en 2006 lorsqu'elle a pris naissance, s'élève en 2020, comme depuis 2011, à frs 21'039,40 (valeur effective).